

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **22 novembre à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 15 novembre 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 19h20), MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN, ERRE.

Absents excusés : Mme COLLIN, MM. TINDILLIÈRE, GREENHALGH, TESTA, Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mme CHEMINI, M. DUCHÊNE.

Absente : Mme GOLLÈS.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. GREENHALGH donne pouvoir à Mme BAUMEL ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme PARIS ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme SERRE ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 19h20) ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

- N°84 -

FINANCES

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

Rapporteur : Monsieur le Maire

Chaque année, le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) est l'occasion de lancer le processus de définition du budget primitif. Ce débat est obligatoire dans les Communes de plus de 3.500 habitants, et dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3.500 habitants.

Le règlement intérieur de notre assemblée reprend ces dispositions ainsi que le règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du 28 septembre 2023.

Le Débat d'Orientation Budgétaire doit se dérouler dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Même si le débat et cet échange ne revêtent aucun caractère décisionnel, l'absence de débat sur les orientations budgétaires et l'absence de rapport entacheraient d'illégalité le budget lui-même.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- d'être informée de la situation financière de la collectivité ;
- de discuter des orientations budgétaires de l'année à venir, et des projets qui préfigurent les priorités du budget primitif.

La loi en date du 7 août 2015 (dite loi NOTRe) a renforcé ces dispositions en prévoyant notamment la présentation d'un rapport sur les orientations budgétaires, la dette et l'évolution des dépenses et des effectifs.

Afin d'engager la discussion, vous trouverez ci-joint un document qui présente :

- le contexte dans lequel nous élaborons ce budget 2025 ;
- la situation actuelle des principaux indicateurs ;
- les orientations et les projets pour l'année à venir.

Les finances de notre commune sont marquées par :

- La Commune connaît un désendettement en 2024 et une baisse des frais financiers en 2025.
- la maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- La baisse des recettes de fonctionnement : suppression du FCTVA en fonctionnement, baisse importante des crédits de DPV pour les actions de fonctionnement ;
- un effort d'investissement qui est important, tout en restant compatible avec nos équilibres budgétaires ;

Les objectifs pour l'année à venir restent donc :

- la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement et la baisse des fournitures et prestations ponctuelles ;
- la stabilité des taux de fiscalité ;

- le maintien d'un niveau soutenu d'investissement avec le démarrage des travaux du Faubourg Léon Bourgois, de l'isolation des services techniques, de la réhabilitation/préservation de l'ancienne prison, de la fin des travaux à l'espace Simone Signoret, la végétalisation de la place d'armes

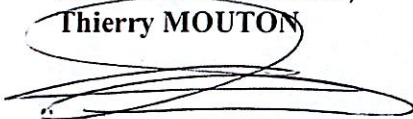
Telles sont les perspectives budgétaires de la Ville de Vitry-le-François qui sont détaillées dans le document joint au présent rapport.

Les arbitrages définitifs et les ajustements à réaliser le seront en fonction :

- des orientations et des observations que vous voudrez bien formuler lors de nos échanges ;
- du travail et des réflexions en cours ;
- des éléments financiers qui nous seront communiqués dans les semaines à venir par les services de l'Etat au sujet de nos ressources.

Dans un contexte de contraintes financières, notre Collectivité poursuivra en 2025 ses efforts de gestion pour préserver les équilibres budgétaires tout en maintenant son appui aux associations et aux structures qui agissent pour son compte, et en poursuivant son effort d'équipement.

Le secrétaire de séance,
Thierry MOUTON




POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean Lucre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 4 DEC. 2024
et de la publication le - 4 DEC. 2024
ou de la notification du - 4 DEC. 2024



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

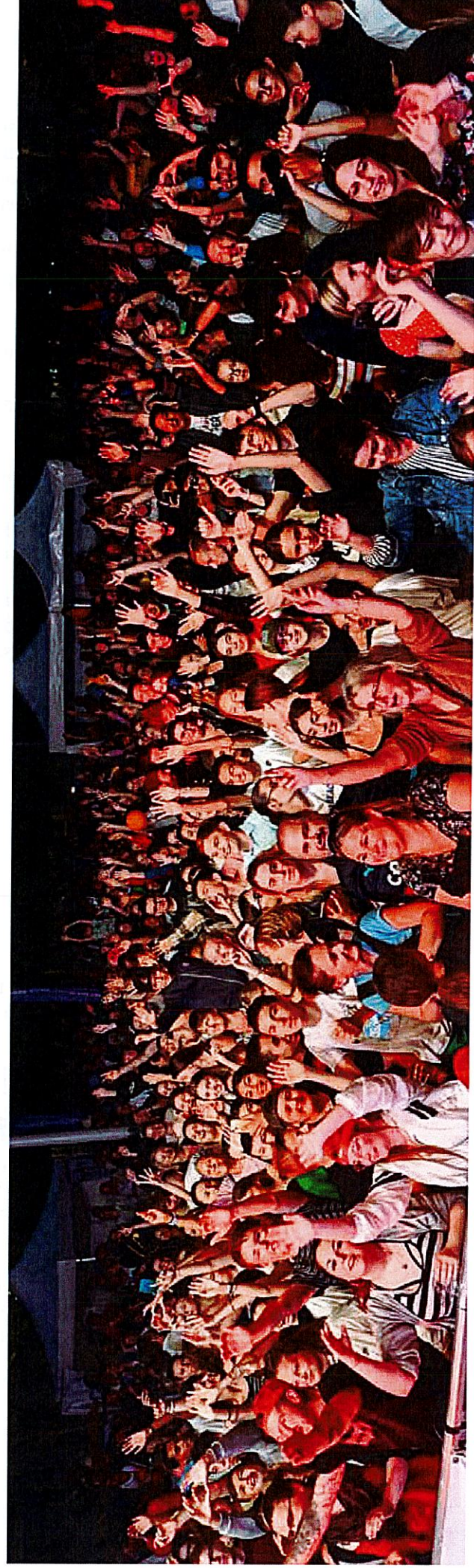


Vitry-le-François

Ville de Vitry-le-François

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Exercice 2025



Les dispositions légales

Cadre juridique

Une étape obligatoire

En application de l'article 107 de la loi n° 2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et du décret 2016-841 du 24 juin 2016, le Rapport d'Orientation Budgétaire pour notre commune est obligatoire.

Délai

10 semaines maximum avant l'examen du budget.

Le R.O.B. n'a aucun caractère décisionnel ; néanmoins, le Conseil Municipal doit prendre acte de ce débat par une délibération pour que le contrôle de légalité s'assure du respect de sa tenue.

Les objectifs du R.O.B.

Le R.O.B., étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités.

Il offre la possibilité aux conseillers municipaux de participer à la discussion budgétaire.

L'assemblée délibérante

- peut ainsi examiner les orientations budgétaires présentées ;
- est informée de la situation financière de l'établissement ;
- peut s'exprimer sur la stratégie financière.

Le R.O.B. instaure une discussion au sein du Conseil sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la Commune, avant l'élaboration du budget.

Le contexte national

Le R.O.B. 2025 s'inscrit dans un contexte fortement marqué par les contraintes financières.

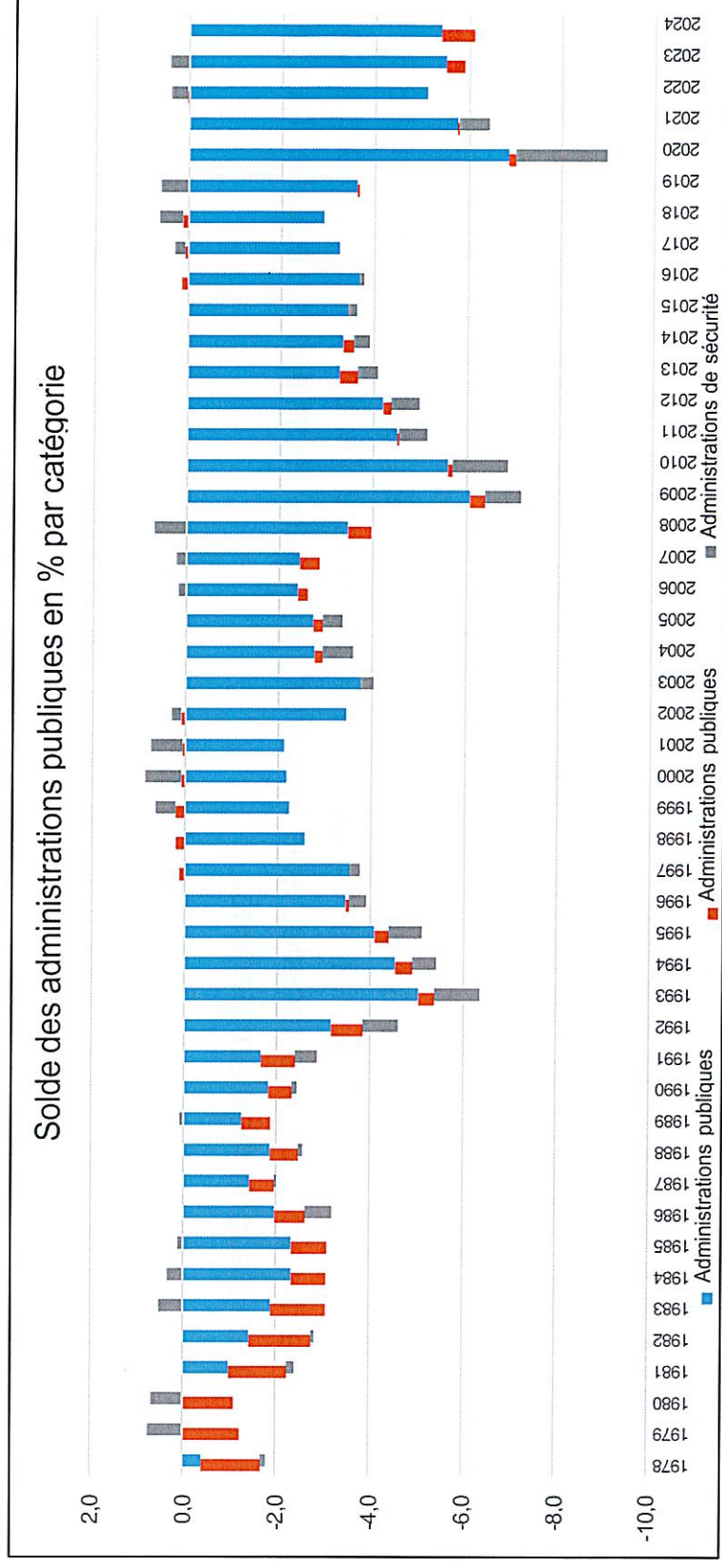
En 2017, à l'occasion de l'examen de la loi de finances initiale, l'objectif avait été annoncé d'une réduction des dépenses des collectivités de 13 milliards d'euros en cinq ans, après les 10 milliards de baisse des dotations des années précédentes.

Si la pandémie et l'Etat d'Urgence Sanitaire de 2020 et 2021 ont créé une exception à cette trajectoire de finances publiques décennale, l'Etat a repris sa trajectoire jusqu'en 2024.

Pour 2025, face à l'augmentation nette du déficit public, l'Etat baisse de 5 milliards le soutien direct aux collectivités locales, soit 12,5 % de l'effort, alors que les collectivités locales représentent 8 % de la dette et ne sont pas responsables du déficit. On peut d'ailleurs estimer l'ensemble des efforts exigés par l'Etat, en y incluant les cotisations sociales et le fond vert, à plus de 10 milliards, représentant plus du quart des mesures d'économies annoncées.

L'objectif annoncé pour 2024 consiste à réduire le déficit de 4,9 % à 4,4 % du PIB, mais une note du Trésor public indique un déficit autour de 6 % pour la fin 2024 avec un objectif de revenir à 5 % fin 2025.

HISTORIQUE DU DÉFICIT PUBLIC EN % PAR CATÉGORIES

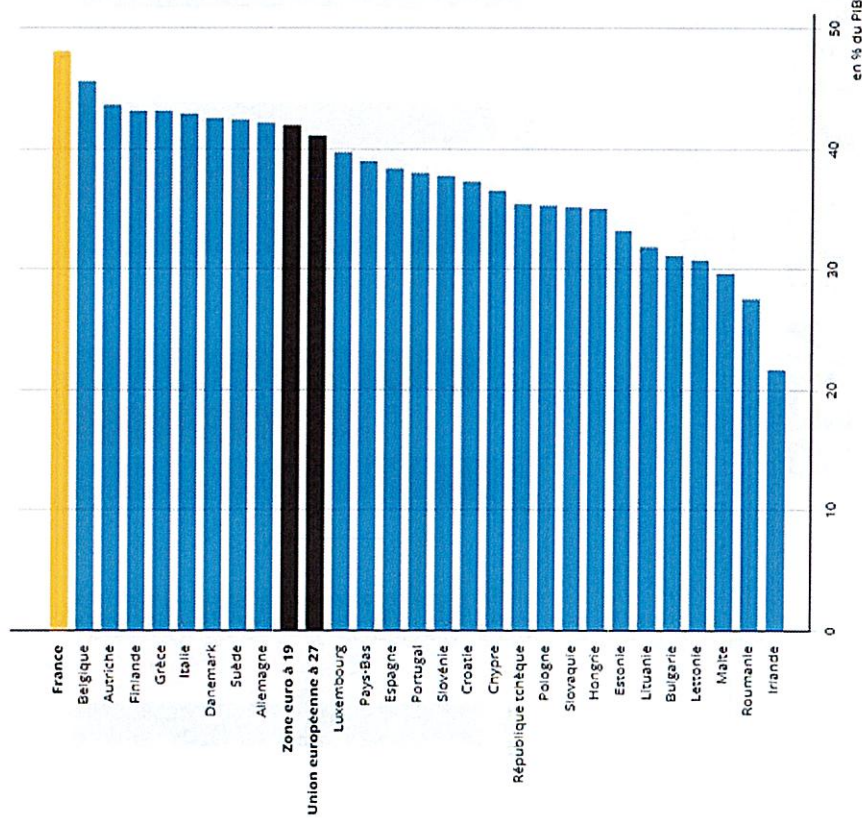


Les administrations publiques représentent 9 % de la dette de l'Etat et 70 % de l'investissement.

stratorial
Conseil en gestion et finances locales

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES : COMPARAISON AVEC LA ZONE EURO

Poids des prélèvements obligatoires au sein de l'Union européenne en 2022



Note : prélèvements obligatoires y compris cotisations sociales imputées.

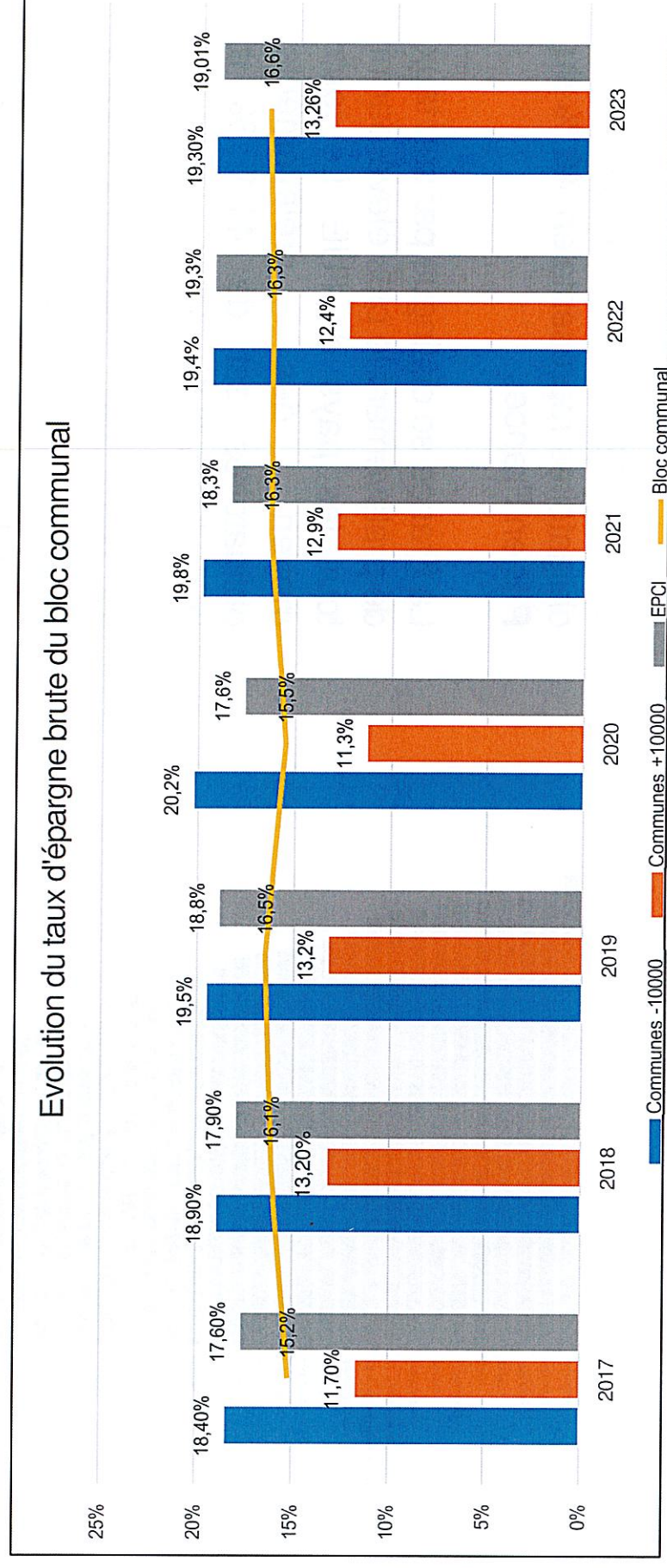
Lecture : en 2022, le poids des prélèvements obligatoires s'établit à 48,0 % du produit intérieur brut (PIB) en France et à 41,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne à 27 pays.

En 2022, les prélèvements obligatoires représentaient **48 % du PIB** en France.

La France se distingue par son taux de prélèvement le plus élevé parmi tous les pays de l'UE. Le taux moyen des prélèvements obligatoires est de 41,1 % à l'échelle de l'UE à 27.

Toutefois, cette comparaison est à prendre avec du recul, les périmètres de prélèvements obligatoires diffèrent selon les pays.

ÉVOLUTION DU TAUX D'ÉPARGNE BRUTE AU SEIN DU BLOC COMMUNAL



En 2023 : le taux d'épargne nette de la Ville est de 13,43 %, au-dessus de la moyenne des villes de plus de 10.000 habitants.

Les 5 milliards d'économies demandées aux collectivités locales se déclinent en 4 points :

- 3 milliards d'effort de fiscalité dans la limite de 2 % des recettes réelles de fonctionnement des collectivités où les dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'euros.
- 1,2 milliards d'économie sur la fraction de TVA : gel de la fraction de TVA à son niveau 2024 : cela contrevient à l'engagement d'une compensation à l'euro près des impôts locaux supprimés. Cela impacte la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der.
- Réduction du taux de FCTVA en 2025 passant de 16,40 % à 14,85 %. La Ville bénéficie du FCTVA en n+1 :
 - FCTVA 2024 fonctionnement Ville de Vitry-le-François : 21.624,32 €
 - Estimation 2025 pour la Ville de Vitry-le-François : 36.878,00 € de recette en moins dès 2025.
 - Estimation FCTVA 2025 investissement : 578.409,41 € sur la base de l'ancien taux.
 - Avec le nouveau taux appliqué de façon rétroactive : **-54.794,63 €**
- Une trajectoire de retour à l'équilibre de la CNRACL : une augmentation de 4% des cotisations patronales est envisagée soit un montant de 134.000,00 € pour la Ville.

A titre d'illustration :

pour la section de fonctionnement, la perte du FCTVA fonctionnement et l'augmentation des cotisations CNRACL représentent une baisse de recettes et une dépense supplémentaire de 170.000,00 €, soit le même montant que le coût annuel du Vitry Bus.

Le manque à gagner du nouveau taux de FCTVA en investissement est équivalent au coût annuel du remplacement du parc informatique.

Trajectoire budgétaire pour Vitry-le-François :

- Stabilité des dépenses de fonctionnement par rapport au BP 2024, avec une baisse de 5 % des fournitures et prestations ponctuelles malgré l'inflation et la prise en compte en année pleine de la revalorisation du point d'indice au global. Les travaux intracting réalisés en 2022, 2023 et 2024 devraient contribuer à contenir les dépenses de fluides.
- Stabilité de la fiscalité, sans augmentation, surtout à un moment où nous cherchons à faire progresser le nombre de propriétaires occupants de leur logement.
- Poursuite de la démarche partagée d'économies d'énergie avec une tendance baissière de 15 % sur les dépenses d'énergie pour la Ville de Vitry-le-François.
- Maintien et engagement d'un programme ambitieux d'investissement public tout en maintenant une capacité d'autofinancement (CAF) suffisante en privilégiant les travaux générant des économies d'énergie.
- Travail prioritaire sur les dépenses de fonctionnement pour dégager d'indispensables marges de manœuvre sans pour autant renoncer à un service public de qualité pour les citoyens.
- Recherche de co-financements au taux maximum pour maintenir le niveau d'investissement.
- Valoriser le travail de la régie des services techniques par un suivi régulier et la production d'états de régie éligibles au FCTVA.

Globalement, la situation financière de la Ville de Vitry-le-François est saine, les ratios financiers restent à un niveau satisfaisant qu'il convient de préserver.

Le contexte national décliné localement

Au travers du Système Energétique Décentralisé, la Ville s'est engagée depuis 2010 dans une démarche de décarbonation du territoire, de diversification de la ressource énergétique et de diminution de la consommation d'énergie.

Cette anticipation permet aujourd'hui à la Ville de limiter l'impact de la hausse du gaz.

De nombreux équipements municipaux sont reliés à la chaufferie biomasse et de nouveaux équipements ont été reliés en 2023 comme l'espace Paul Bert.

Au cours du quatrième trimestre 2024, 3 bâtiments communaux seront reliés à la chaufferie biomasse : cité administrative, médiathèque Albert Camus et Hôtel de Ville.

Toutes nos pistes et propositions d'amélioration des procédures comme des processus de pilotage sont suivis méthodiquement notamment pour évaluer l'impact des mesures prises.

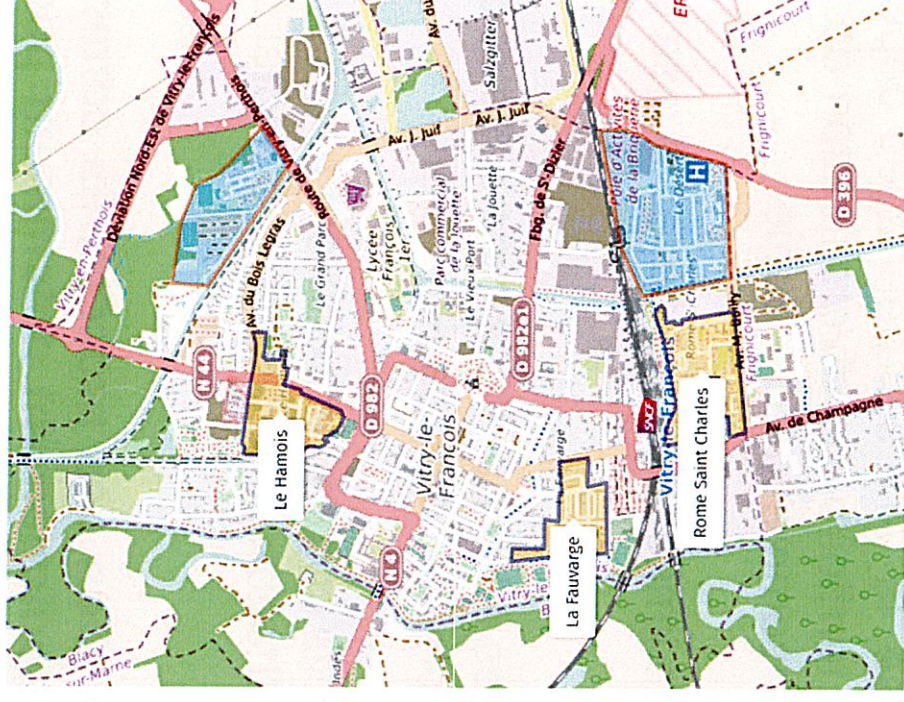
Perspectives 2025 de la politique de la ville

Actualisation du périmètre

**La réécriture du contrat de ville
« quartiers 2030 » a été l'occasion de revoir
la géographie prioritaire.
Le quartier de La Fauvarge entre dans cette
nouvelle géographie prioritaire.**

Ainsi, 3 quartiers sont retenus :

- le Hamois (avec un périmètre moins important),
- Rome-Saint-Charles,
- La Fauvarge.



2025 : 1^{ère} année du contrat « Quartiers 2030 »

Le contrat de ville « Quartiers 2030 » a été coconstruit puis approuvé par le conseil municipal du 4 avril 2024.

La Convention Territoriale Globale 2^{ème} génération sera signée le 26 novembre 2024.

Le Contrat Local Santé 3^{ème} génération a été signé le 26 juin 2023.

Ainsi, nous avons une harmonisation du calendrier de nos contrats cadres en termes de réduction des inégalités.

Un travail de co-construction inter acteurs est installé et il permettra d'actualiser le diagnostic territorial.

Pour le Contrat de ville, les services de l'Etat ont déjà fait savoir que le contexte financier incertain ne serait pas propice à engager des conventions pluriannuelles d'objectifs.

Poursuite d'actions structurantes de la politique de la ville

- Convention Prévention Spécialisée liant la Collectivité au Département et à la Sauvegarde,
- Développement du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité avec un démarrage du dispositif dès septembre et intégrant Jules Verne,
- Pass'sport culture loisirs et Pass'séniors,
- Contrat Local de Santé 3^{ème} génération,
- Convention Territoriale globale 2^{ème} Génération,
- Animation du Plan territorial de Lutte contre les Discriminations,
- Action autour des échecs avec un partenaire associatif,
- Quartiers d'été,
- Petits déjeuners dans les écoles,
- Ecrivain Public Numérique.

Zoom sur les conventions cadres :

Convention Territoriale Globale

2025 sera la 1^{ère} année de mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale 2^{ème} génération. Son calendrier d'exécution se cale sur la temporalité du Contrat de ville pour aboutir à une complémentarité des différentes contractualisations au service d'un projet de territoire co-construit. Elle renforce la volonté de la collectivité de sortir de la logique de juxtaposition de dispositifs et tendre vers une démarche intégrée.

Une mission de coordination de cette convention a été répartie en 2 postes de travail à mi-temps (Ville et Communauté de Communes) représentant un Equivalent Temps Plein.

Contrat Local de Santé 3^{ème} Génération

La signature du CLS 3^{ème} génération de Vitry-le-François s'est faite sur une base de 5 années assurant ainsi une stabilité et une sécurité dans le suivi des actions et leur financement.

Spécificités 2025

Réception du projet « Jardins partagés » au cœur de Rome-Saint-Charles.

Installation de deux maisons de quartier : à la Fauvarge par la réhabilitation du vestiaire du Gymnase, puis au Hamois, au centre commercial, en attendant l'aboutissement de la maison de quartier définitive qui sera concomitante au nouveau groupe scolaire Louis Pasteur, quadrillant ainsi les quartiers d'habitat social en les dotant d'un équipement de proximité visant la cohésion sociale.

Le quartier de La Fauvarge bénéficiera aussi de la réhabilitation de sa placette rue du Dispensaire.

La collectivité a manifesté son intérêt auprès des services de l'Etat quant à la candidature au dispositif « Cités éducatives » pour bénéficier du projet et de son engagement financier entre autres.



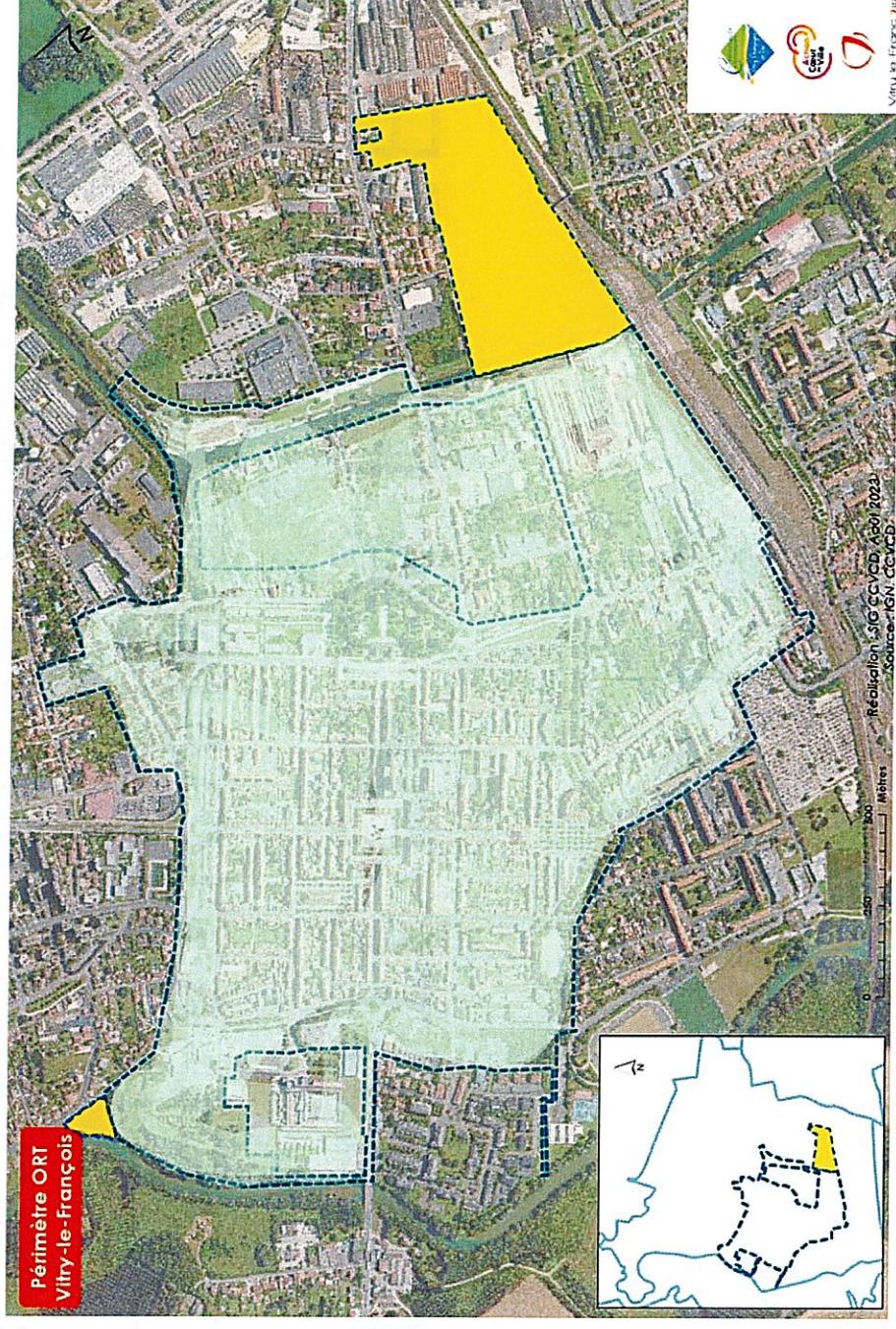
POURSUITE DE LA PHASE OPÉRATIONNELLE

ENTRÉE EN VIGUEUR en 2024 de L'AVENANT 3

Programme Action Cœur de Ville

Prolongement du dispositif jusqu'en 2026.

Ci-contre :
périmètre ORT
valant OPAH- RU.



Axe « ANIMER L'ESPACE PUBLIC, VALORISER LE PATRIMOINE »

- Renforcement l'attractivité de La Halle : multiplication des salons et événements,
- Dynamisation du marché du samedi,
- Déploiement du plan « façades » avec labélisation par la Fondation du Patrimoine : 50.000,00 €,
- Réhabilitation de l'ancienne prison : Lancement d'un appel de fonds par la Fondation du Patrimoine,
- Lancement des secondes études sur le devenir de la friche industrielle Sarreguemines,
- Poursuite du plan communication sur « l'évènementiel » via des écrans d'informations.

Axe « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL »

- Lancement opérationnel de la Maison du Commerce et de l'Artisanat en mairie et engagement des études et travaux de la future Maison du Commerce et de l'Artisanat place d'Armes,
- Poursuite de l'accompagnement de l'Incroyable Commerce,
- Implication des commerces dans les animations de la ville (plan décoration des vitrines par exemple),
- Lancement du Salon de l'habitat fin mai,
- Dynamisation du jumelage entre Tauberbischofsheim et Vitry-le-François,
- Mise en place de conventions avec les partenaires institutionnels pour les aides directes aux commerces

Axe « OFFRE ATTRACTIVE DE L'HABITAT »

- Poursuite de l'OPAH-RU ;
- Programme du Foyer Rémois en 2025 :
 - Achèvement de la Maison du Doyenné (21 logements ; T1 au T5),
 - Livraison du bâtiment rue des Seringas (17 logements ; T2 au T4).
- Programme de Plurial Novilia :
 - Ex-gendarmerie, livraison du 3^{ème} bâtiment (44 logements au final),
 - Centre Telecom, livraison de 20 logements,
 - Ex Nissan, rue du vieux Port, livraison de 38 logements.

Renouvellement urbain du Hamois

Le projet vise à démolir la quasi-totalité des immeubles et tours propriétés du Foyer Rémois et procéder à des reconstructions en diversification : 250 logements sociaux en petits collectifs et en individuels, 50 lots en terrains à bâtir et accession sociale, 20 logements locatifs portés par Action Logement. Les aménagements publics se concentrent sur les voiries et les réseaux, les espaces verts et de loisirs et la construction d'un nouveau groupe scolaire.

L'ensemble de ces travaux sera réalisé en tenant compte de l'urgence climatique et environnementale ; ainsi, le Mont Berjon est classé « refuge LPO » et l'ensemble du quartier a reçu le niveau 2 du label ECOQUARTIER.

L'année 2024 a permis d'amorcer la phase opérationnelle qui permettra de voir l'écoquartier se reconstruire sur lui-même avec :

- La poursuite des actions liées à la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité sur les QPV, (Ville)
- La poursuite des phases de démolitions, (Foyer Rémois)
- L'achèvement des dernières phases de relogement, (Foyer Rémois)
- Le démarrage de la construction des 62 premiers logements sociaux au nord de l'écoquartier (Foyer Rémois),
- Les travaux de voirie liés à cette première phase de reconstruction, (Ville)
- L'intensification des actions de co-construction, participation citoyenne et mémoire de quartier, (Ville)
- Le travail sur l'image des quartiers, (Ville)
- La recherche d'un site pour une maison de quartier temporaire. (Ville)

L'année 2025 verra les premières concrétisations :

- L'amorce des démonstrateurs du réemploi (Ville),
- La poursuite des marchés subséquents pour les travaux VRD et espaces verts (Ville),
- Les premiers travaux d'aménagement du parc Léo Lagrange, (Ville)
- La fin des démolitions des immeubles du Hamois (Foyer Rémois),
- L'amorce de la tranche 2 des reconstructions (Foyer Rémois),
- Le choix de l'équipe de conception/réalisation pour les travaux du groupe scolaire (CCVCD),
- La poursuite des actions liées à la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité sur les QPV, (Ville)
- La mise en œuvre d'actions d'urbanisme transitoire, (Foyer Rémois/Ville)
- La poursuite des actions de co-construction, participation citoyenne et mémoire de quartier, (Ville)
- La mise en concordance des chantiers des différents maîtres d'ouvrage avec le planning ANRU (Ville),
- L'ordonnement foncier et financier du projet global (Ville).

L'action de la Communauté de Communes

La CC Vitry, Champagne et Der porte des dossiers importants pour notre territoire :

- Travaux dans les écoles avec notamment la poursuite de la démarche d'Intracting et le dépôt d'un dossier au fonds vert pour la réhabilitation thermique de 3 groupes scolaires ; les travaux ont commencé à l'école Paul Fort ;
- Construction du nouveau groupe scolaire du Hamois : l'ordre de service est prévu au 4^{ème} trimestre 2025 ;
- Lancement des études pour la restructuration de l'école Jules Verne ;
- Poursuite du programme pluriannuel de voirie intercommunale dans la zone industrielle Vitry Marolles ;
- Poursuite des actions du Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique (PTRTE) ;
- Poursuite de l'étude technique et programmatique visant à la requalification des sites de l'ancienne faïencerie de Sarreguemines et de la Malterie (propriété de l'APEI) ;
- Interventions sur l'Installation Terminale Embranchée (Zone Industrielle de Vitry-Marolles), dont la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der a repris la gestion depuis janvier 2020 ;
- Poursuite de la nouvelle O.P.A.H. sur le territoire de la Communauté de Communes ;
- Eau et Assainissement : Poursuite du PPI assainissement ;
- Travaux de VRD, éclairage sur la ZAC de Loisy en vue de la vente de 11 hectares au groupe Barjane.

La CCVCD est aussi engagée dans plusieurs dossiers importants concernant notre ville (Action Cœur de Ville, Renouvellement Urbain du quartier du Hamois, transition énergétique, OPAH – RU,...).

Compte administratif 2024

Estimation au 30/10/2024

Compte administratif 2024

Estimé au 7 novembre 2024 - Pour mémoire Compte administratif 2023

Pour 2023, la section d'investissement présentait un déficit important lié au retard d'encaissement de subventions notamment et l'excédent de fonctionnement était satisfaisant. Pour 2024, il est prévu un excédent d'investissement net en raison du paiement par l'ANRU de l'avance de subvention pour la requalification des espaces publics et des acomptes 2023 et 2024.

Le résultat prévisionnel baisse de 50 % par rapport à l'année 2023.

Cette baisse s'explique par les mesures décidées par l'Etat :

- Surcoût en année pleine de la revalorisation du point d'indice au 1^{er} juillet 2023 : 92.743,00 €
- Revalorisation de l'IFSE au 1^{er} juillet 2024 : 48.000,00 €
- Le désengagement de l'Etat dans les actions de fonctionnement de la DPV depuis 2023 :
 - Suppression du financement du Vitry bus, soit moins 111.700,00 €,
 - Suppression du financement de la prévention spécialisée soit moins 53.700,00 €,
 - En 2024 suppression de la subvention pour le Centre Social et Culturel, soit moins 66.700,00 € en moins.

L'excédent de fonctionnement passe de 1,9 millions d'euros à 463 757,65 €. Il s'explique par ces baisses de recette et une augmentation de 400.000,00 € de l'amortissement, suite à la mise en place de la nouvelle comptabilisation et des amortissements dans le cadre de la M 57.

Résultat de l'exercice 2023	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Dépenses réalisées	10 304 091,60	17 361 877,77	27 665 969,37
Recettes réalisées	6 997 142,40	19 298 255,96	26 295 398,36
	Résultat de l'exercice 2023		
Excédent	-3 306 949,20	1 936 378,19	-1 370 571,01
Résultat ESTIME de l'exercice 2024	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des sections
Dépenses réalisées	5 984 964,78	17 379 633,93	23 364 598,71
Recettes réalisées	10 208 209,57	17 843 391,38	28 051 600,95
	Estimation du Résultat de l'exercice 2024		
Excédent	4 223 244,79	463 757,45	4 687 002,24

Pour rappel :

	Résultat de clôture 2021	Part affectée à l'investissement t 2021	Résultat de l'exercice 2022	Résultat de clôture Exercice 2022
Investissement	-2 771 054,59	2 771 054,59	2 966 438,88	195 384,29
Fonctionnement	1 662 061,65		1 953 668,27	3 615 729,92
TOTAL	-1 108 992,94	2 771 054,59	4 920 107,15	3 811 114,21
	Résultat de clôture 2022	Part affectée à l'investissement t 2022	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture Exercice 2023
Investissement	195 384,29		-3 306 949,20	-3 111 564,91
Fonctionnement	3 615 729,92		1 936 378,19	5 552 108,11
TOTAL	3 811 114,21	0,00	-1 370 571,01	2 440 543,20
	Résultat de clôture 2023	Part affectée à l'investissement t 2023	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture Exercice 2024
Investissement	-3 111 564,91		4 223 244,79	1 111 679,88
Fonctionnement	5 552 108,11	3 111 564,91	463 757,45	2 904 300,65
TOTAL	2 440 543,20	3 111 564,91	4 687 002,24	4 015 980,53

Résultat de clôture Exercice 2024

Pour mémoire : Résultat de clôture de l'exercice 2023

Le résultat global de clôture 2023, après reprise des excédents, s'élevait à **2.440.543,20 €**.
Il était en hausse par rapport à l'estimation au ROB 2023.

	Résultat de clôture 2023	Part affectée à l'investissement 2023	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture Exercice 2024
Investissement	-3 111 564,91		4 223 244,79	1 111 679,88
Fonctionnement	2 440 543,20	0,00	463 757,45	2 904 300,65
TOTAL	-671 021,71	0,00	4 687 002,24	4 015 980,53

Récapitulatif Résultat

estimé Exercice 2024

Besoin de financement et Affectation du Résultat

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
Résultats reportés	3 111 564,91			2 440 543,20	3 111 564,91	2 440 543,20
Opérations de l'exercice	5 984 964,78	10 208 209,57	17 379 633,93	17 843 391,38	23 364 598,71	28 051 600,95
TOTAUX (Compte 1068)	9 096 529,69	10 208 209,57	17 379 633,93	20 283 934,58	26 476 163,62	30 492 144,15
Résultat de clôture 2024 estimé						
Reste à Réaliser	0,00			2 904 300,65	0,00	4 015 980,53
TOTAUX BUDGET	9 096 529,69	10 208 209,57	17 379 633,93	20 283 934,58	0,00	4 015 980,53
RESULTAT GLOBAL						
		1 111 679,88		2 904 300,65		4 015 980,53

Le résultat d'exercice s'élèverait à 4.015.980,53 € dont 2.904.300,65 € d'excédent de fonctionnement.

Section de fonctionnement de 2022 à 2024 – Estimation

Sens		Chap	Libellé Chapitre	BP2024	DM 2024	BP+DM 2024	Estimation			
							CA 2024	CA 2023	CA 2022	
a	011		Charges à caractère général	3 900 044,00	283 975,70	4 184 019,70	3 885 000,00	3 668 173,24	3 668 173,00	
	012		frais assimilés	7 098 000,00	79 000,00	7 177 000,00	7 160 000,00	6 733 850,35	6 733 850,00	
	014		Atténuation de produits	1 877 127,00	-50 000,00	1 827 127,00	1 824 113,00	1 877 126,32	1 877 126,00	
	022		Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00				
			virement à la section d'investissement	1 429 725,00	930 823,50	2 360 548,50				
	023									
	042		opérations d'ordre de transfert entre sections	592 000,00	705 000,00	1 297 000,00	1 266 750,00	1 078 888,26	1 078 888,00	
	65		courante	2 890 251,00	180 968,00	3 071 219,00	3 005 000,00	2 404 227,09	2 404 227,00	
	66		charges financières	248 585,00	6 000,00	254 585,00	250 000,00	170 365,34	170 365,00	
	67		Charges exceptionnelles	1 800,00	10 000,00	11 800,00	11 200,00	583 473,01	583 473,00	
	68		Charges aux provisions	1 200,00	0,00	1 200,00	570,93	0,00		
		Total Dépenses de Fonctionnement			18 038 732,00	2 145 767,20	20 184 499,20	17 402 633,93	16 516 103,61	16 516 102,00
a	002		Résultat de fonctionnement reporté		2 440 543,20	2 440 543,20				
	013		Atténuation de charges	25 000,00	0,00	25 000,00	27 500,00	43 043,51	43 043,00	
	042		Opérateurs de transferts entre section	260 000,00	-100 000,00	160 000,00	150 000,00	347 870,76	268 826,00	
	70		Produits des services	1 301 510,00	18 000,00	1 319 510,00	1 337 058,91	1 317 943,17	1 213 055,00	
	73		Impôts et taxes	356 089,00	-243 000,00	113 089,00	113 638,00	6 750 565,68	6 401 259,00	
	731		Fiscalité directe	6 546 700,00	120 000,00	6 666 700,00	6 655 758,00			
	74		Dotations et participations	9 303 668,00	-124 776,00	9 178 892,00	9 148 510,44	9 867 127,65	9 893 733,00	
	75		courante	244 515,00	35 000,00	279 515,00	290 740,75	232 521,75	232 521,00	
	76		produits financiers	0,00	0,00	0,00	45,25	26,48	26,00	
	77		Produits exceptionnels	1 000,00	0,00	1 000,00	89 213,13	756 801,95	417 305,00	
	78		budgétaire	250,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	
		Total recettes de fonctionnement			18 038 732,00	2 145 767,20	20 184 499,20	17 812 464,48	19 315 900,95	18 469 768,00

Section d'investissement de 2022 à 2024 – Estimation

Sens	Chap	Libellé Chapitre	Estimation CA				
			BP2024	DM 2024	BP+DM 2024	CA 2023	CA 2022
a	001	solde d'exécution de la section d'investissement		3 111 564,91	3 111 564,91		
	040	opérations d'ordre entre sections	260 000,00	-100 000,00	160 000,00	347 870,76	268 826,69
	041	opérations patrimoniales	100 000,00	0,00	100 000,00	312 293,52	626 098,42
	10	Dotations	0,00	0,00	0,00	323 699,70	
	13	subventions reversées	0,00	2 000,00	2 000,00	8 183,92	
	16	emprunts et dettes assimilées	1 369 102,00	7 500,00	1 376 602,00	1 402 788,66	1 134 346,86
	20	immobilisations incorporelles	807 305,00	100 411,00	907 716,00	594 349,67	258 007,47
	204	subventions d'équipement versées	150 000,00	206 500,00	356 500,00	751 570,21	625 058,41
	21	immobilisations corporelles	3 389 450,00	628 038,74	4 017 488,74	1 824 976,52	740 028,16
	23	immobilisations en cours	1 498 000,00	1 329 246,76	2 827 246,76	4 608 593,51	2 124 386,83
	27	immobilisations financières				129 765,13	
		Total Dépenses d'Investissement	7 573 857,00	5 285 261,41	12 859 118,41	5 822 016,01	5 776 752,84
a	021	Virement de la section d'Investissement	1 429 725,00	930 823,50	2 360 548,50		
	024	produits des cessions	200 000,00	0,00	200 000,00		
	040	Opérations de transferts entre section	592 000,00	705 000,00	1 297 000,00	1 608 200,31	1 078 888,26
	041	opérations patrimoniales	100 000,00	0,00	100 000,00	312 293,52	626 098,42
	10	dotation	1 056 700,00	3 111 564,91	4 168 264,91	519 349,47	3 455 892,12
	13	subventions d'équipement	2 179 432,00	2 537 873,00	4 717 305,00	4 661 364,00	1 052 180,18
	16	emprunts et dettes assimilées	2 001 000,00	-2 000 000,00	1 000,00	2 181 167,54	2 530 132,74
	20	immobilisations incorporelles				72,00	
	21	immobilisations corporelles					
	23	immobilisations en cours	15 000,00	0,00	15 000,00	4,32	
	27	immobilisations financières				45 614,89	
		Total Recettes d'Investissement	7 573 857,00	5 285 261,41	12 859 118,41	6 997 142,40	8 743 191,72

Concernant les demandes de subvention (hors ANRU), la Ville ne maîtrise pas les délais de paiement des acomptes sollicités depuis juillet 2024.
Les estimations sont donc prudentes.

LES DOTATIONS

Evolution des dotations 2018-2024 et Estimation 2025

- Récapitulatif des Dotations et Allocations Compensatrices de 2018 à 2024,
- Estimation des Dotations et Allocations Compensatrices 2025 en fonction des grandes lignes du PLF 2024 connues au 30/10/2024,
- Evolution des dotations (DGF+DSR+DSU+DNP),
- Evolution « croisée » de la DGF et de la DSR de 2018 à 2024,
- Zoom sur le fonds vert.

Récapitulatif des Dotations et Allocations Compensatrices de 2018 à 2024

DOTATIONS	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
D.G.F. dotation forfait.	2 980 891,00	2 954 650,00	2 896 985,00	2 851 123,00	2 819 329,00	2 823 844,00	2 822 072,00
D.S.R.	490 867,00	508 244,00	515 923,00	500 341,00	528 432,00	590 920,00	635 107,00
D.S.U.	4 124 023,00	4 217 816,00	4 312 086,00	4 388 089,00	4 457 257,00	4 527 567,00	4 650 521,00
Alloc TFB Pers. modest.	2 864,00	3 066,00	2 929,00	3 932,00	4 067,00	4 067,00	4 308,00
Alloc TFB ZUS	50 421,00	50 969,00	49 486,00	41 954,00	75 054,00	75 054,00	55 445,00
Exonération long. durée	7 026,00	7 025,00	7 848,00	7 828,00	13 392,00	13 392,00	16 361,00
Alloc non bâties	416,00	407,00	415,00				403,00
Compensation TH	417 430,00	433 810,00	463 140,00	0,00			
Dotation Politique de la Ville (ex D.D.U.)	602 414,00	333 649,00	436 411,00	264 093,00	299 993,00	515 665,00	264 011,00
Dot. Nation. Péréquation	184 715,00	166 244,00	149 620,00	134 658,00	121 192,00	109 073,00	98 166,00
Versement GIR	15 894,00	15 906,00	15 906,00	15 906,00	15 906,00	15 906,00	15 906,00
F.P.I.C.	140 926,00	110 967,00	109 372,00	99 608,00	102 542,00	97 183,00	97 732,00
Total	9 017 887,00	8 802 753,00	8 960 121,00	8 307 532,00	8 437 164,00	8 772 671,00	8 660 032,00
Evolution en €	538 292,00	-215 134,00	157 368,00	-652 589,00	129 632,00	335 507,00	-112 639,00
Evolution en %	6,35%	-2,39%	1,79%	-7,28%	1,56%	3,98%	-1,28%

Pour 2023, la Ville a perçu un acompte de la DPV du parc Léo Lagrange pour 243.000,00 € qui explique l'augmentation de 3,96 %.

L'évolution de la DGF dans toutes ses composantes évolue de 2,08 % pour 2024 pour une inflation autour de 2 %.

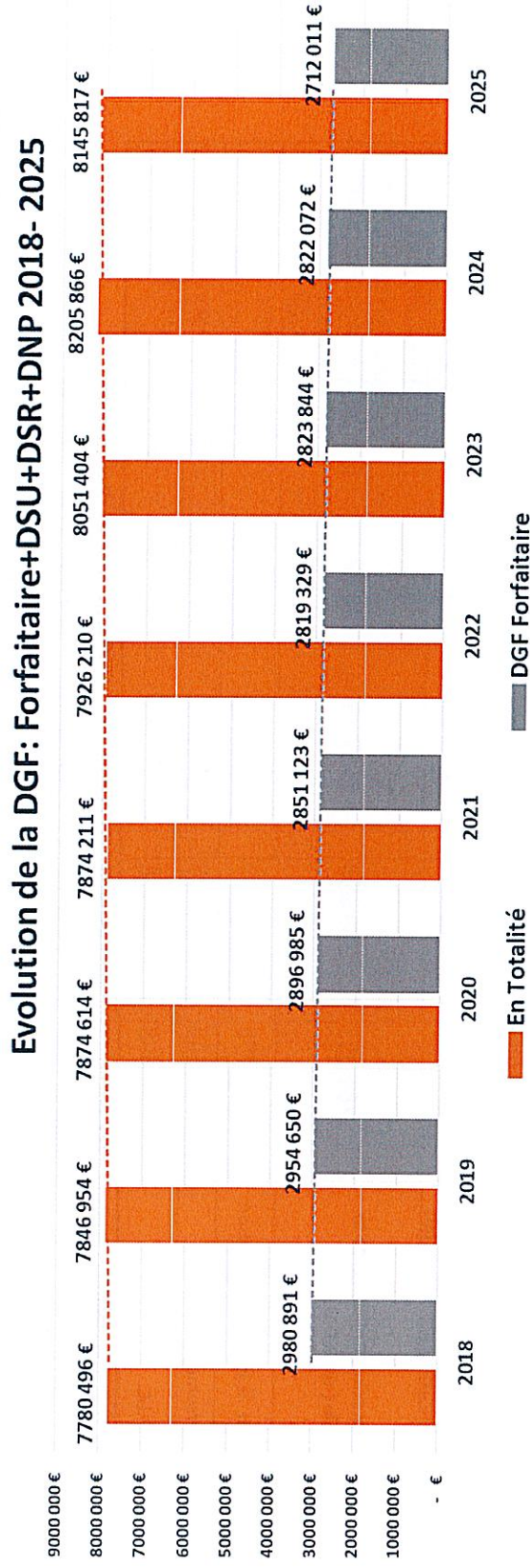
EVOLUTIONS 2021 – 2025

au regard du projet de loi de finances initiales pour 2025.

DOTATIONS	2021	2022	2023	2024	2025	PLF 2024 au 30/10/2024
D.G.F. dotation forfaitaire.	2 851 123	2 819 329	2 823 844	2 822 072	2 712 011	PLF 2025 : -3,9%
D.S.R.	500 341	528 432	590 920	635 107	641 458	PLF 2025 : + 150 Millions : +1%
D.S.U.	4 388 089	4 457 257	4 527 567	4 650 521	4 697 127	PLF 2025 : + 150 Millions : +1%
Alloc TFB Pers. modest.	3 932	4 067	4 308	4 308	4 545	sera notifié avec l'état 1259 en mars 2025
Alloc TFB ZUS	41 954	74 539	55 445	55 445	55 445	sera notifié avec l'état 1259 en mars 2025
Exonération long. durée	7 828	13 392	14 394	14 394	16 361	sera notifié avec l'état 1259 en mars 2024
Réductioion 50% établissements industriels	322 936	322 936	307 710	324 800	324 800	Reconduction 2024
Dotation Politique de la Ville (ex D.D.U.)	264 093	299 993	515 665	298 581	681 342	Solde DPV 2023 jardins partagés solde DPV 2024 sauf Maison de quartier La Fauvarge et Léo Lagrange
Dot. Nation. Péréquation	134 658	121 192	109 073	98 166	95 221	PLF 2024 : baisse annoncée -3%
Versement GIR	15 906	15 906	15 906	15 906	15 906	Maintien 2024
F.P.I.C.	99 608	99 608	97 183	97 732	97 732	Maintien FPIC notifié fin 2024
Total	8 630 468	8 756 651	9 062 015	8 999 942	9 341 948	
	-652 589	126 183	305 364	74 794	342 006	
	-7,28%	1,46%	3,49%	0,85%	3,80%	

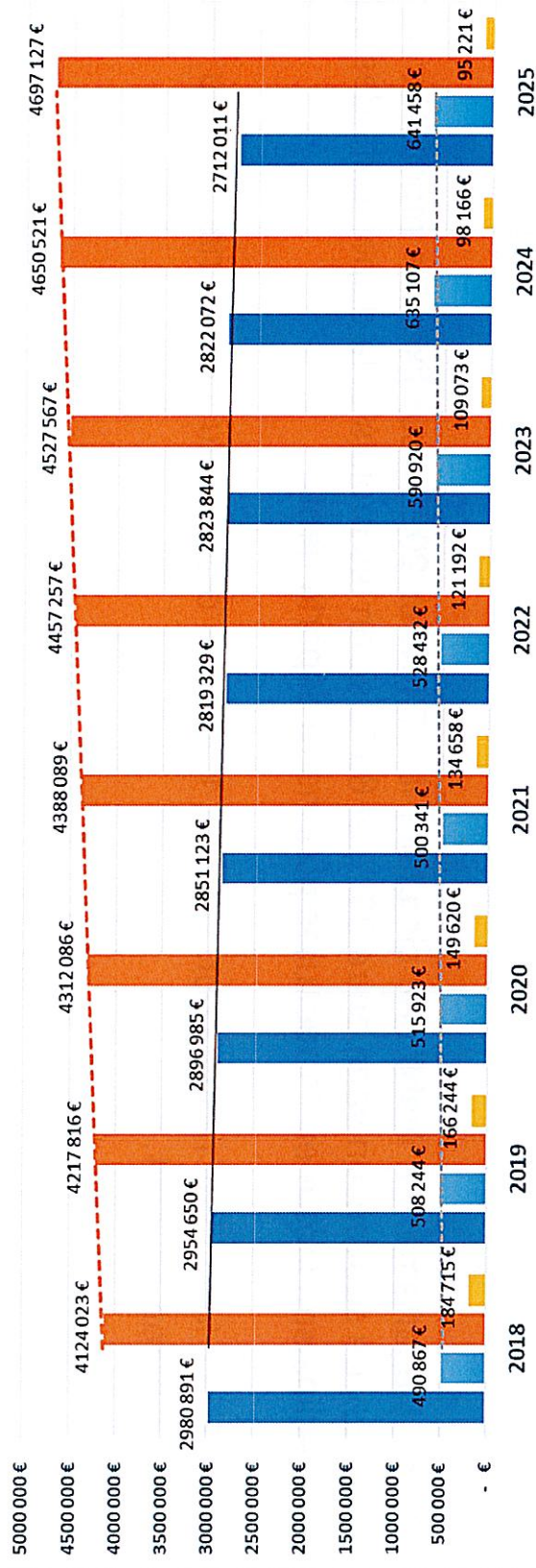
L'évolution est liée à l'avancement des opérations DPV et la perception de plusieurs soldes

Evolution de la DGF Forfaitaire + DSU + DSR + DNP



La part de la DGF forfaitaire continue à diminuer d'année en année passant de 38,31 % à 33,50 % de 2018 à 2025.

Evolution de la DSU+DSR+DNP par rapport à la dotation forfaitaire



La DSU progresse sur la période de 525.000,00 € et la DGF baisse de 268 880,00 € sur cette même période.

L'Etat recentre ses dotations sur des dotations affectées de 2018 à 2025.

Le fonds vert

La loi 2022-1726 du 30 décembre 2022 portant loi de finances pour 2023 a créé le fonds vert doté d'une enveloppe de 2 milliards d'euros qui répond à plusieurs objectifs :

- Renforcer les performances environnementales des collectivités : axe 1,
- Adapter leurs territoires au changement climatique : axe 2,
- Améliorer leur cadre de vie : axe 3.

Le préfet de Département a établi une circulaire le 17 février 2023 pour fixer les modalités dans la Marne. Le taux de subvention varie entre 20 % et 60 % selon les projets et la disponibilité des crédits avec une déclinaison locale en 11 mesures pour notre département.

Ce dispositif est fortement réduit pour 2025 à 1 milliard d'euros au niveau national au lieu de 2,5 milliards d'euros en 2024.

Dossiers fonds verts - Ville de Vitry-le-François

Dès 2010, la Ville de Vitry-le-François a anticipé la transition écologique. Profitant de cette avance, nous avons pu déposer 5 dossiers fonds verts dont 4 acceptés pour 2023 :

- Aménagement du Boulevard François 1er côté pair : coût objectif 119.305,29 € montant de la subvention accordée : 47.184,00 € soit 45 % ; acompte perçu à hauteur de 37.748,00 € et le solde a été demandé
- Désamiantage et Rénovation thermique des services techniques : coût estimatif : 1.411.804,00 € // taux de subvention 50 % // montant de la subvention : 705.902,00 € : avance perçue en 2024 : 211.770,00 € .
- Intracting : remplacement de 612 points lumineux en led : dossier réduit de moitié par la préfecture faute de crédits : coût opération : 950.000,00 €, dossier réduit à 399.645,00 € taux de subvention : 40 % 159.859,00 €. A ce jour, l'avance a été perçue à hauteur de 47.957,70 €, un acompte a été perçu en 2024 pour 12.445,94 € et un deuxième acompte a été sollicité. Pour 2024, le dossier éclairage public fonds vert n'est pas une priorité départementale.
- Deuxième tranche aménagement rue de la Glacière : coût 408 705,00 € et subvention arrêtée à la somme de 16.482,00 €. La Ville a perçu 130.786,00 € et le solde sur 2025 soit 32.696,00 €

Pour 2023, la Ville a obtenu 1.076.427,00 € de subvention.

Pour 2024, la Ville a obtenu un seul dossier au fonds vert : la réfection du Faubourg Léon Bourgeois pour un montant de 261.482,000 €

FISCALITÉ ET RÉFORME FISCALE

Suppression de la Taxe d'Habitation pour les Résidences Principales

Réforme de la taxe d'habitation

Points essentiels à retenir pour les communes

Le produit perçu est quasiment systématiquement différent du produit émis (payé par les contribuables).

La réforme a tendance à :

- réduire dans la plupart des cas le produit tiré des résidences principales par rapport à la situation antérieure ;
- supprimer tout impôt sur les logements sociaux (compensation intégrale de la TFPB envisagée par la commission Rebsamen en 2021 mais sous conditions de durée et localisation des logements) ;
- amplifier les retombées des nouvelles implantations économiques (effets sur les pactes financiers entre EPCI et communes) et du développement des résidences secondaires (possibilité de voter le taux depuis 2023).

La règle de lien entre les taux est ajustée : la taxe sur le foncier bâti devient la référence et remplace la TH dans la détermination des possibilités de variation de taux (cf partie prospective). Depuis 2023, la Ville vote le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et a reconduit le taux de 2020 soit 21,96 %.

Impact de la Réforme fiscale

Avec la réforme de la fiscalité directe locale, la suppression de la taxe d'habitation, à laquelle s'ajoutent les dispositions portant diminution des bases de TFPB pour les entreprises industrielles, le produit de la fiscalité (Allocations Compensatrices comprises) est reconduit à l'identique dans le cadre du Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 avec la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Le principe est de considérer que la perte de fiscalité subie par la Ville, en termes de produits ou de bases, sera compensée par l'Etat, sous forme de dotations et par l'application du Coefficient Correcteur.

Cette réforme fait perdre aux communes une grande partie de leur autonomie fiscale et réduit celle-ci au seul pouvoir de taux sur la TFPB (le produit de la TFPNB étant marginal), dont le produit, du fait de la diminution des bases des entreprises, sera lui aussi soumis partiellement à compensation.

Evolution des Bases, Taux et Produits de 2018 à 2024

- Revalorisation des bases de fiscalité pour 2024,
- Evolution des Taux de la TFPB de 2018 à 2024,
- Evolution des Bases de la Fiscalité de 2018 à 2024,
- Evolution du Produit de la Fiscalité Directe de 2018 à 2024.

Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales pour 2025

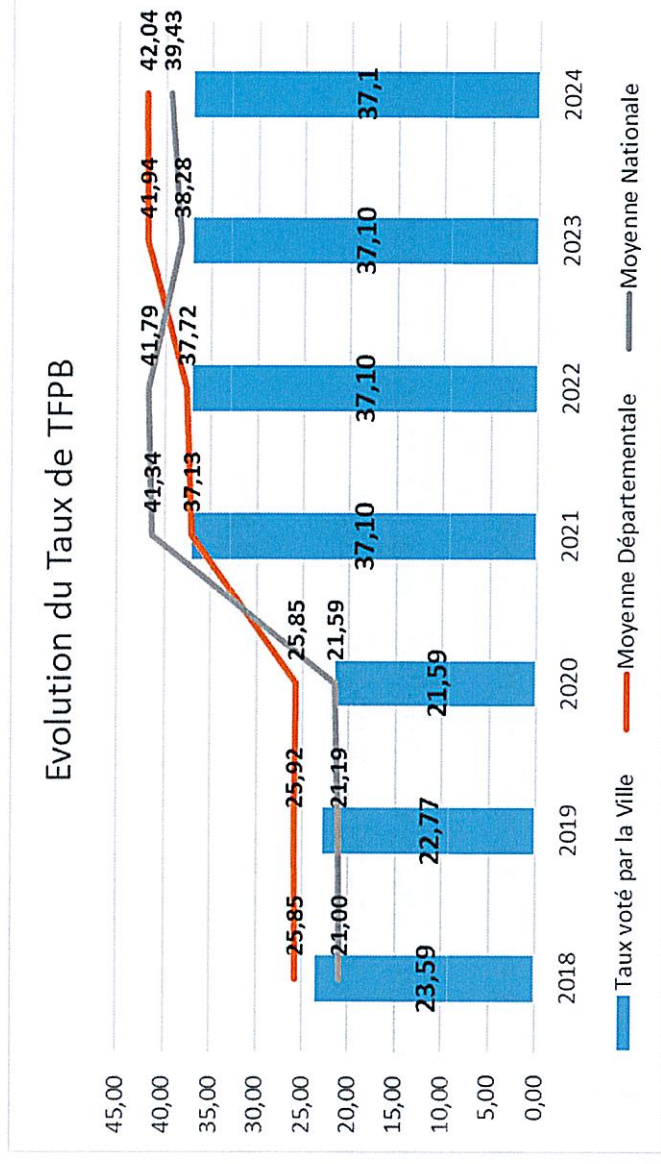
BASES	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	estimations 2025
Coefficient Revision	1,10%	2,20%	0,90%	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%	1,90%

De 2018 à 2021, les bases ont connus une revalorisation très limitée en raison d'une inflation faible.

Le retour d'une inflation plus nette en 2022 s'est traduit par une revalorisation des bases à hauteur de 3,4 % pour 2022 et à 7,1 % en 2023 et 3,9% pour 2024.

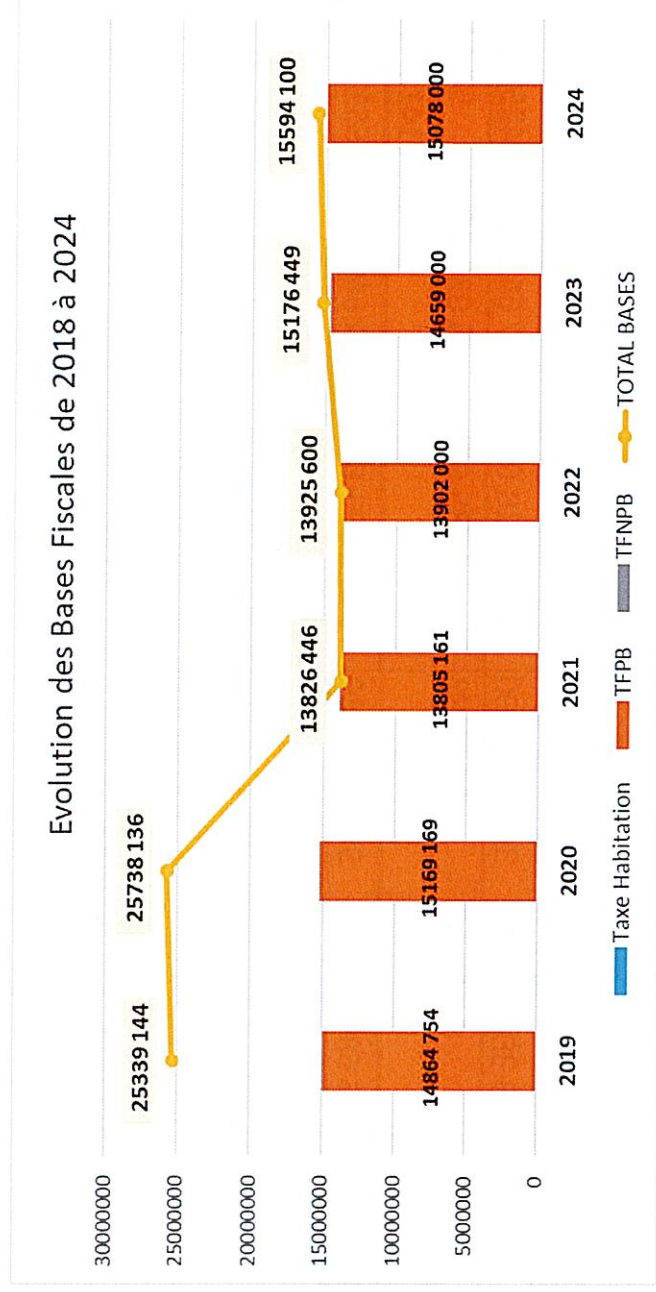
La revalorisation est estimée à 1,9% pour 2025 à ce jour.

Evolution des Taux de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)



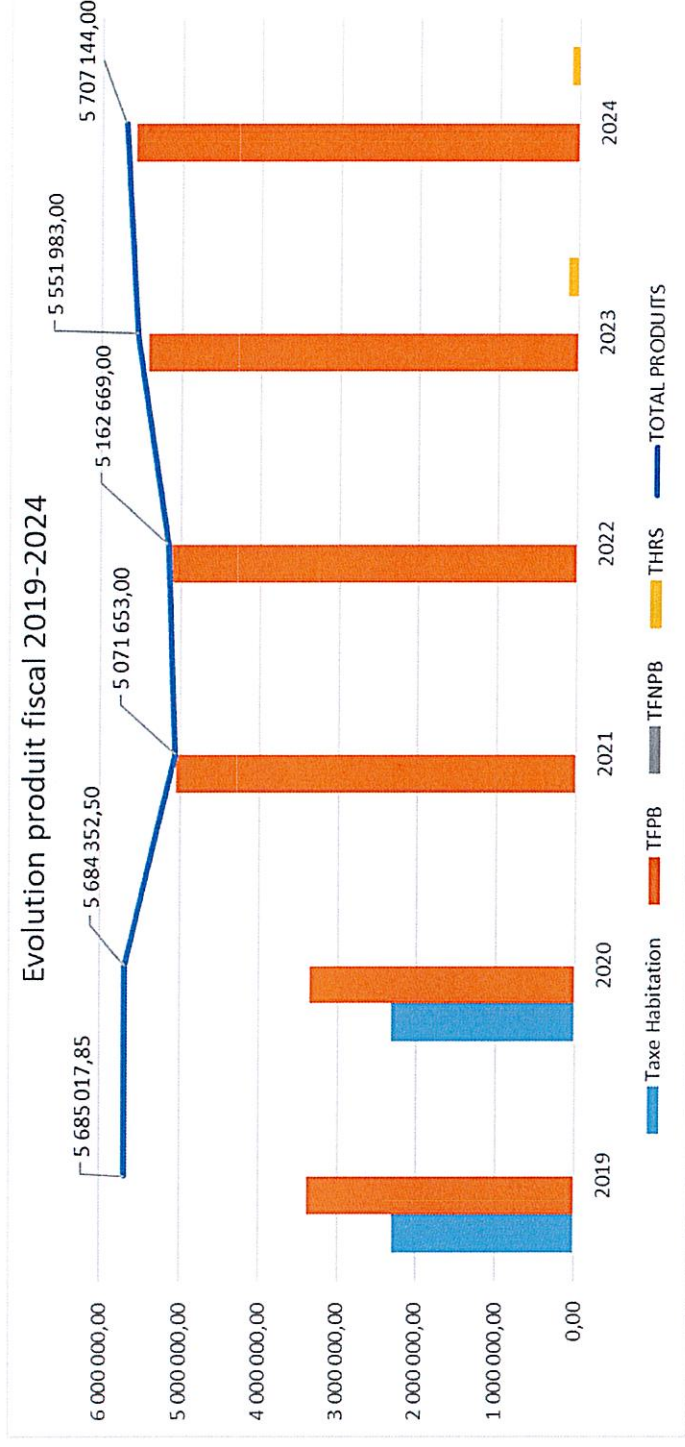
Avec la réforme fiscale et à taux constant, le taux de TFPB (tx com. + tx dép.) est passé à 37,10% et il est proposé de le maintenir pour 2025 pour préserver le pouvoir d'achat des Vitryats.

Evolution des Bases de Fiscalité (TFPB+TFNPB)



Evolution du Produit de la Fiscalité Directe

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe Habitation	2 295 150,28	2 315 806,63	0,00	0,00	0,00	
TFPB	3 384 704,49	3 363 326,00	5 067 118,00	5 157 642,00	5 425 435,00	5 593 938,00
TFNPB	5 163,08	5 219,88	4 535,00	5 027,00	5 144,00	4 877,00
THRS					141 749,00	108 329,00
TOTAL PRODUITS	5 685 017,85	5 684 352,50	5 071 653,00	5 162 669,00	5 551 983,00	5 707 144,00



Depuis 2021, le produit fiscal correspond essentiellement au produit de la TFPB.

Le produit de la TFNPB est très faible ainsi que celui de la THRS depuis 2023.

LA DETTE

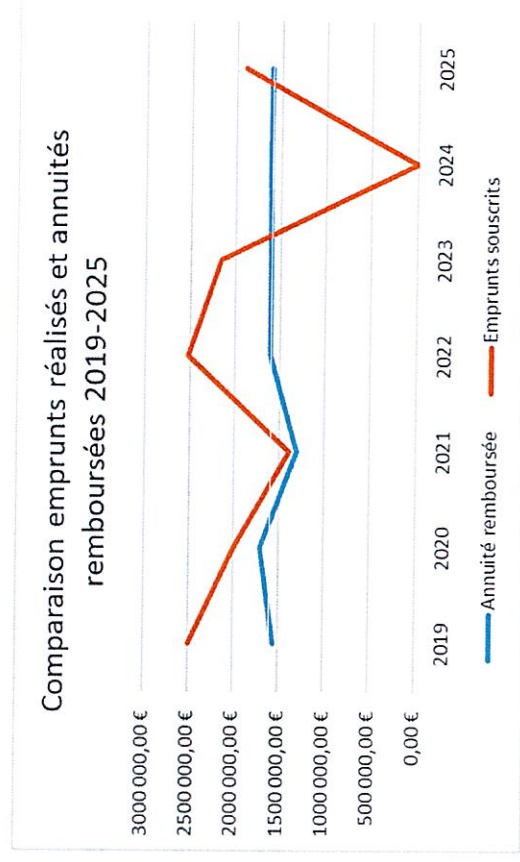
État de la dette - situation au 31/12/2024

Profil d'extinction et Perspectives

- Rapprochement des annuités et de la réalisation des emprunts sur 2019/2025
- Évolution du capital restant dû de 2019 à 2025
- Évolution des annuités de 2019 à 2025
- Maîtrise des frais de fonctionnement
- Projection au fil de l'eau du remboursement des annuités
- Profil d'extinction de la Dette en Capital Restant Dû
- Dette verte

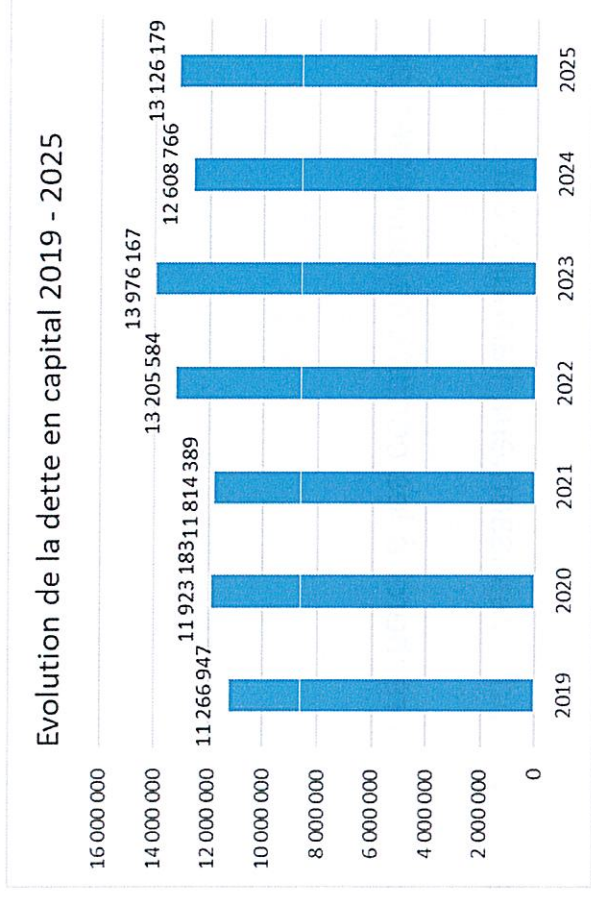
Rapprochement de l'enveloppe de l'emprunt de l'exercice au montant de l'annuité 2019-2025

	Annuité remboursée	Emprunts souscrits
2019	1 561 273,00 €	2 500 000,00 €
2020	1 711 282,18 €	2 000 000,00 €
2021	1 303 832,86 €	1 400 000,00 €
2022	1 608 167,60 €	2 525 017,00 €
2023	1 608 167,60 €	2 172 600,00 €
2024	1 617 659,41 €	0,00 €
2025	1 602 255,80 €	1 900 000,00 €



La Ville maîtrise l'endettement grâce à une recherche constante de co-financements, tout en menant une politique d'investissement très dynamique.

Capital restant dû



Au 31 décembre 2024, le capital restant dû connaît une baisse de 9,82 %. La Ville n'a pas emprunté en 2024 et la dette diminue du montant du capital remboursé en 2024, soit 1.373.239,42 €, nonobstant un programme dynamique de travaux. La municipalité continue d'investir massivement notamment pour la rénovation thermique et les économies d'énergies et mobilise de nombreux co-financements.

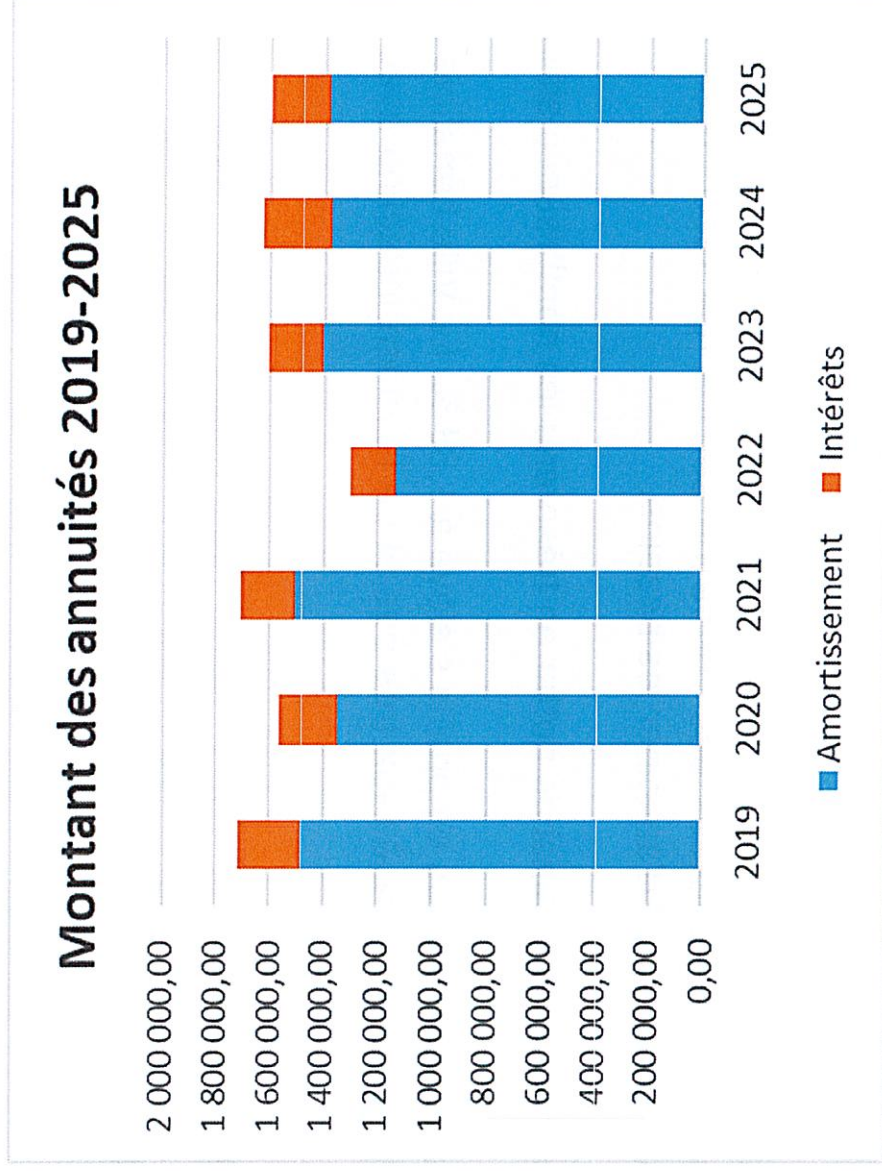
La Ville de Vitry-le-François poursuit sa politique d'équipement en 2024 pour accélérer son engagement dans la transition énergétique et réduire à moyen terme les frais de fonctionnement au chapitre 011.

Evolution des annuités de la dette de 2019 à 2025

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Amortissement	1 486 894,90	1 343 764,00	1 508 794,00	1 133 822,00	1 402 016,66	1 373 239,42	1 382 586,50
Intérêts	229 207,33	217 509,00	202 488,18	170 010,86	206 150,94	254 140,75	220 296,46
Annuité	1 716 102,23	1 561 273,00	1 711 282,18	1 303 832,86	1 608 167,60	1 617 659,41	1 602 255,80
Capital restant dû	11 266 947,00	11 923 183,00	11 814 389,00	13 205 584,00	13 976 167,34	12 608 765,92	13 126 179,42

Tout en maintenant un haut niveau d'investissement, l'annuité est stable entre 2023 et 2025.

L'endettement est maîtrisé et il est recherché les conditions optimales de financement par projet.



L'annuité est stable entre 2020 et 2025 avec une baisse en 2022 liée à l'extinction d'un emprunt.

MAITRISE DES FRAIS FINANCIERS

En 2024, la Ville n'emprunte pas et engage un désendettement.

La part des intérêts baisse dans l'annuité passant de 15 à 13,71% entre 2024 et 2025.

La Ville n'a pas eu recours à une ligne de trésorerie en 2023, ni en 2024, limitant les frais financiers.

En interne, les demandes de subvention sont faites au plus près de l'avancement opérationnel des opérations et les avances sollicitées dès l'ordre de service. Ce raccourcissement des délais de demande de subvention permet d'anticiper les besoins.

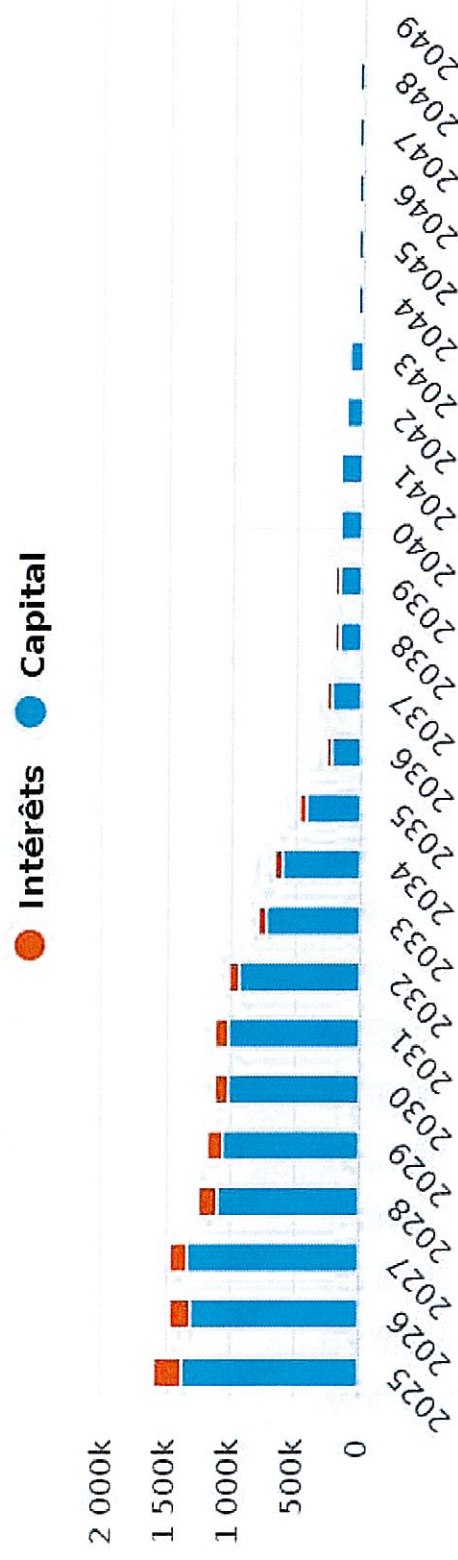
Le niveau de trésorerie permet ainsi de porter en trésorerie les nombreuses situations de travaux.

Le taux moyen sur l'ensemble des emprunts s'élève à 1,83 %. La Ville bénéficie des emprunts à taux fixe souscrits entre 2016 et 2022 à taux très bas et de l'avance intracting avec un taux d'intérêt de 0,25%.

La durée moyenne d'emprunt s'élève à 6,7ans en 2024 pour diminuer à 6,2 ans début 2025.

La dette sur la Ville est mature. La part de capital connaît une augmentation.

Projection au fil de l'eau du remboursement de la dette en annuités

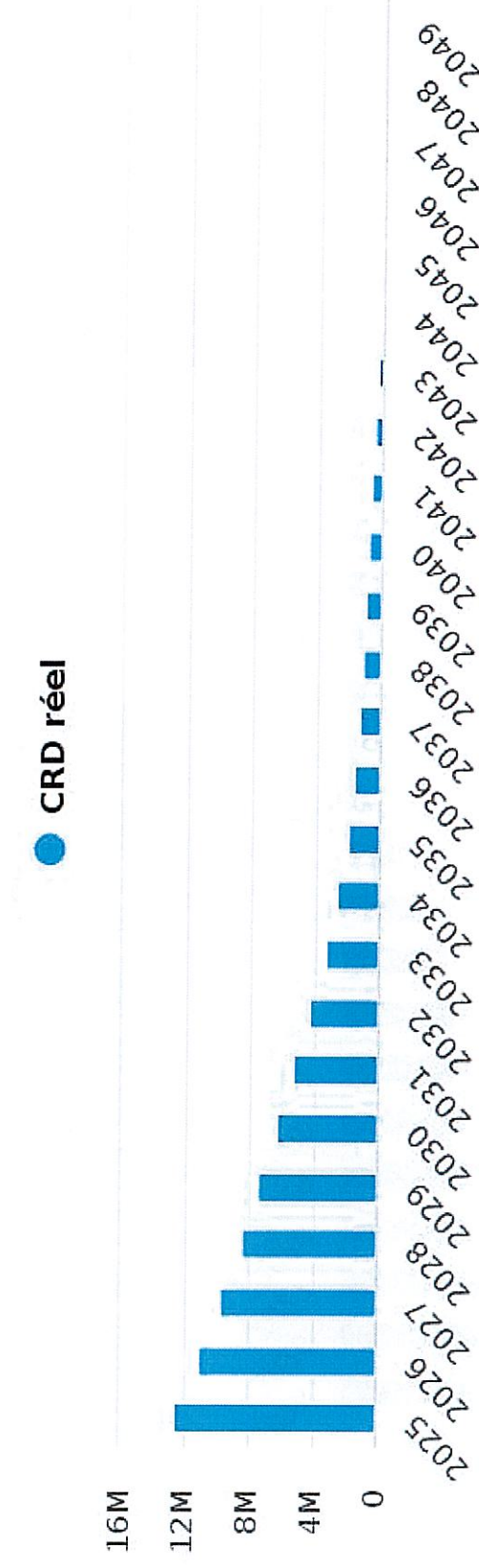


A périmètre constant, il est constaté l'extinction de 4 emprunts en 2025, soit une réduction du remboursement en capital de 82.698,00 € dès 2026.

Aussi, les emprunts à souscrire en 2025 auront une échéance en 2026 largement financée par cette réduction du capital dès 2026. Une nouvelle phase de désendettement a lieu en 2028 avec l'extinction de 4 emprunts soit une réduction du remboursement en capital de 218 547,00 €.

En 2032, l'avance intracting sera totalement remboursée soit une baisse de l'annuité de 154.606,46 € en 2033.

Projection au fil de du remboursement du capital 2025-2049



Compte tenu de la structure de la dette (ancienneté de la dette), le capital restant dû diminue progressivement et de façon très marquée à compter de 2029.

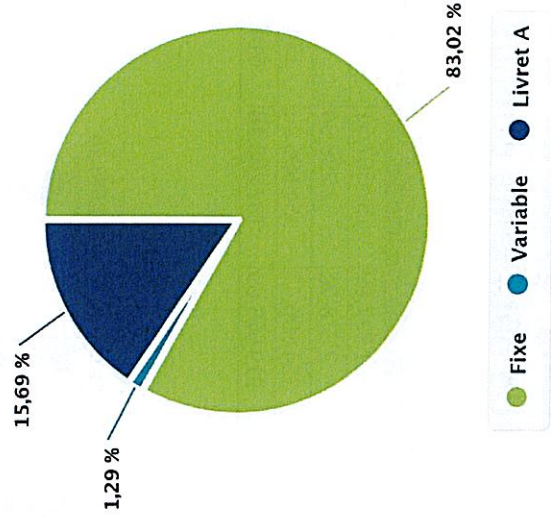
Structure de la Dette Consolidée au 31 décembre 2024

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	10 463 540 €	83,02%	1,47%
Variable	162 425 €	1,29%	4,06%
Livret A	1 976 963 €	15,69%	3,60%
Ensemble des risques	12 602 928 €	100,00%	1,84%

La Ville dispose de 83 % des emprunts à taux fixe et maîtrise ainsi le risque lié à une éventuelle nouvelle hausse des taux.

La durée moyenne résiduelle de la dette s’élève à 11 ans et 7 mois, en nette diminution par rapport à la situation au 31/12/2023.

La dette de la Ville est mature, ce qui limite la part des frais financiers dans l’annuité de la dette.



La dette verte

La Ville dispose d'un emprunt vert : l'avance intracting souscrite en 2022 pour le remplacement du système d'éclairage public et l'isolation de bâtiments publics communaux.

	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Amortissement	150 793,91	151 170,89	151 548,82	151 927,69	152 307,51	152 688,28
Intérêts	3 812,54	3 435,56	3 057,63	2 678,76	2 298,94	1 918,17
Annuité	154 606,45	154 606,45	154 606,45	154 606,45	154 606,45	154 606,45
Capital restant dû	1 374 223,09	1 223 052,20	1 071 503,38	919 575,69	767 268,18	614 579,90



PROJECTION BUDGET PRIMITIF 2025

Dépenses - Section de fonctionnement : Projet 2025

Le déploiement de l'intracring éclairage public associé à une utilisation importante de la chaufferie biomasse amorce une baisse de la consommation des fluides. Le chapitre 011 baisse de 5%.

Une hausse contenue de la masse salariale malgré la hausse du point indiciaire de 1,5 % en année pleine en 2024 et les revalorisations de 5 points par agent dès 2024 : +2.15% au global par rapport au BP 2023 et 2,84% pour la seule masse salariale.

En l'état actuel de nos connaissances, une stabilisation des autres charges de gestion courante doit permettre de maintenir le soutien aux associations locales notamment.

Les autres dépenses restent stables, les charges financières baissent et devraient baisser davantage en 2026 compte tenu de la baisse du taux du livret A en février 2025. En effet, le taux du livret est pré fixé pour les échéances 2025. Le taux des emprunts indexés sur le livret A baissera en 2026.

	Chap	Libellé Chapitre	estimation CA						
			BP2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	2024	CA 2023	
a	011	Charges à caractère général	3 880 000,00	3 900 044,00		283 975,70	4 184 019,70	3 865 000,00	3 832 877,22
	012	Charges de personnel et frais assimilés	7 324 930,00	7 098 000,00		79 000,00	7 177 000,00	7 157 000,00	6 859 568,57
	014	Atténuation de produits	1 724 000,00	1 877 127,00		-50 000,00	1 827 127,00	1 824 113,00	1 877 126,32
	022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	virement à la section d'investissement opérations d'ordre de transfert entre sections	605 945,00	1 429 725,00		930 823,50	2 360 548,50	0,00	0,00
	042		1 280 000,00	592 000,00		705 000,00	1 297 000,00	1 266 750,00	1 608 200,31
	65	Autres charges de gestion courante	3 010 000,00	2 890 251,00		180 968,00	3 071 219,00	3 005 000,00	2 366 712,35
	66	charges financières	220 500,00	248 585,00		6 000,00	254 585,00	250 000,00	213 599,30
	67	Charges exceptionnelles	5 000,00	1 800,00		10 000,00	11 800,00	11 200,00	60 280,82
	68	Charges aux provisions	1 000,00	1 200,00		0,00	1 200,00	570,93	992,88
a	Total Dépenses de Fonctionnement		18 051 375,00	18 038 732,00		2 145 767,20	20 184 499,20	17 379 633,93	16 819 357,77
	002	Résultat de fonctionnement reporté				2 440 543,20	2 440 543,20		0,00
	013	Atténuation de charges	21 000,00	25 000,00		0,00	25 000,00	27 000,00	7 195,36
	042	Opérations de transferts entre section	125 000,00	260 000,00		-100 000,00	160 000,00	80 000,00	347 870,76
	70	Produits des services	1 341 000,00	1 301 510,00		18 000,00	1 319 510,00	1 365 000,00	1 317 943,17
	73	Impôts et taxes	113 638,00	356 089,00		-243 000,00	113 089,00	106 500,00	6 750 565,68
	731	Fiscalité directe	6 651 000,00	6 546 700,00		120 000,00	6 666 700,00	6 674 000,00	
	74	Dotations et participations	9 573 737,00	9 303 668,00		-124 776,00	9 178 892,00	9 175 605,00	9 867 127,65
	75	Autres produits de gestion courante	245 000,00	244 515,00		35 000,00	279 515,00	325 000,00	250 708,39
	76	produits financiers					0,00	45,25	43,00
	77	Produits exceptionnels	1 000,00	1 000,00		0,00	1 000,00	89 213,13	756 801,95
	78	Reprise sur provision semi-budgétaire	1 000,00	250,00		0,00	250,00	1 028,00	0,00
	Total recettes de fonctionnement		18 051 375,00	18 038 732,00		2 145 767,20	20 184 499,20	17 843 391,38	19 298 255,96

Recettes - Section de fonctionnement : Projet 2025

- Les recettes sont actualisées avec prudence au vu des notifications 2024 pour les dotations stables prévues dans le projet de loi de finances et un ajustement des recettes de DPV selon la notification 2024 et un acompte pour le Parc Léo Lagrange.
- Le produit de la TFPB est calculé en limitant la revalorisation des bases à 2 % et un ajustement des droits de mutation compte tenu de la projection 2024 : 190 000 € au lieu de 170 000 € prévu au BP 2024.
- Le produit des services est ajusté au réalisé 2024 provisoire et aux tarifs qui seront appliqués en 2025.
- Les travaux en régie sont estimés selon le réalisé provisoire 2024.
- Des recettes qui restent stables par rapport à 2024 malgré une inflation estimée à 1,9 % pour fin 2024.

Section d'investissement : Projet 2025

- Le montant des recettes d'ordre : un prélèvement de 605.945.000,00 € et les amortissements 1.280.000,00 €, soit 1.885.945,00 € environ, couvre largement le remboursement de la dette en capital de 1.382.586,50 € et finance en partie les opérations d'investissement.
- Le financement par emprunt a été estimé à 1.900.000,00 € pour une enveloppe de dépenses d'investissement (20+204+21+23) de 5.463.945,00 € environ, soit un financement par emprunt de 34,5 %. Ce montant reste à affiner.
- Le montant estimé à ce jour des subventions affectées aux opérations est de l'ordre de 2.520.000,00 €, en fonction de l'encaissement des subventions demandées au cours du deuxième semestre 2024.
- L'année 2024 connaît un ralentissement des dépenses d'investissement, même si de nouveaux programmes sont lancés : le montant du FCTVA est ajusté en fonction des dépenses de n-1, soit une recette estimée à 523.614,77 €.

Section	Sens	Chap	Libellé Chapitre	BP2025	BP 2024	DM 2024	BP+DM 2024	estimation CA 2024	CA 2023
Investissement	D	001	solde d'exécution de la section d'investissement						
		020	dépenses imprévues				0,00		
		040	opérations d'ordre entre sections	125 000,00	250 000,00		0,00	5 000,00	
		041	opérations patrimoniales	200 000,00	100 000,00		250 000,00	345 200,00	150 000,00
		10	Dotations	0,00	0,00		50 000,00	150 000,00	66 302,00
		13	subventions d'équipement reversées	2 000,00			323 699,70	323 699,70	0,00
		16	emprunts et dettes assimilées	1 385 000,00	1 373 239,42		27 100,00	8 183,92	8 183,92
		20	immobilisations incorporelles	400 000,00	716 120,00		8 000,00	1 375 152,00	1 402 788,66
		204	subventions d'équipement versées	213 945,00	327 000,00		100 411,00	816 531,00	484 994,33
		21	Immobilisations corporelles	1 450 000,00	2 073 375,86		206 500,00	533 500,00	305 093,00
		23	Immobilisations en cours	3 400 000,00	1 905 000,00		625 038,74	2 698 414,60	2 826 176,52
		27	Immobilisations financières				1 329 246,76	3 234 246,76	769 063,01
			Total Dépenses d'Investissement	7 300 945,00	6 744 735,28	2 919 996,20	9 514 931,48	5 984 964,78	10 304 091,60
			Virement de la section						
		021	d'investissement	605 945,00	1 074 366,62		930 823,50	2 005 190,12	
		02	excédent reporté				195 384,29		
		024	produits des cessions	226 000,00	200 000,00			200 000,00	
		040	Opérations de transferts entre section	1 280 000,00	787 932,38		155 000,00	942 932,38	1 266 750,00
		041	opérations patrimoniales	200 000,00	100 000,00		50 000,00	150 000,00	66 302,00
		10	dotation	553 500,00	1 039 521,48		33 105,49	513 105,49	4 237 293,40
		13	subventions d'équipement versées	2 520 000,00	1 522 076,80		-292 700,00	1 229 376,80	4 621 364,17
		16	emprunts et dettes assimilées	1 901 000,00	2 000 000,00			3 000,00	2 330 440,35
		27	immobilisations financières	14 500,00	15 000,00			13 500,00	2 181 167,54
			Total Recettes d'Investissement	7 300 945,00	6 738 897,28	1 071 613,28	7 415 589,08	10 208 209,57	6 997 066,08
	R	021	d'investissement						
		02	excédent reporté						
		024	produits des cessions						
		040	Opérations de transferts entre section						
		041	opérations patrimoniales						
		10	dotation						
		13	subventions d'équipement versées						
		16	emprunts et dettes assimilées						
		27	immobilisations financières						
			Total Recettes d'Investissement						
			Virement de la section						
		021	d'investissement						
		02	excédent reporté						
		024	produits des cessions						
		040	Opérations de transferts entre section						
		041	opérations patrimoniales						
		10	dotation						
		13	subventions d'équipement versées						
		16	emprunts et dettes assimilées						
		27	immobilisations financières						
			Total Recettes d'Investissement						

Enveloppe d'Investissement pour 2025 et marge de manoeuvre

Compte tenu des éléments de cadrage, du niveau d'emprunt à réaliser (1.900.000 €), d'un autofinancement de 1.885.945,00 € et de subventions affectées pour 2.520.000,00 €.

Le montant de l'enveloppe d'investissement regroupant les chapitres 20/204/21/23/26 est estimé à 5.463.945,00 €.

Cette enveloppe pourrait encore évoluer à la hausse en fonction des marges de manoeuvre dégagées par l'optimisation des plans de financement des opérations d'équipement, notamment par l'augmentation du montant des subventions du chapitre 13.

Le montant du chapitre 13 étant fixé à 2.520.076,80 €, une augmentation de cette recette dégrèverait des crédits complémentaires, soit pour augmenter l'enveloppe d'investissement, soit pour diminuer le montant de l'emprunt à réaliser.

20	Immobilisations incorporelles	5.463.945,00 €
204	Subventions d'équipement versées	
21	Immobilisations corporelles	
23	Immobilisations en cours	
26	Participations et créances rattachées à des participations	
13	Subventions d'investissement affectées 2024	2.522.076,80 €
16	Emprunts et dettes assimilées	1.900.000,00 €

Principaux investissements envisagés

- Poursuite des travaux de requalification des espaces urbains au Hamois,
- Poursuite des travaux de réaménagement du parc Léo Lagrange,
- Travaux de rénovation des services techniques municipaux,
- Premiers travaux pour l'installation de la maison du commerce et de l'artisanat,
- Début de travaux dans le cadre du NPNRU – Secteur Nord,
- Finalisation de la réfection du mur de façade de l'Espace Simone Signoret,
- Intracting – Travaux d'économies d'énergie : finalisation du programme de remplacement du système d'éclairage public,
- Poursuite des travaux de mises aux normes, accessibilité et réaménagement, notamment à l'Hôtel de Ville,
- Travaux de voirie dont : Faubourg Léon Bourgeois, placette de la Fauvarge,
- Restauration de la Collégiale (couverture-étude MOE),
- Aménagement d'un pumtrack dans le quartier de la Fauvarge,
- Poursuite des travaux de réhabilitation/préservation de l'ancienne prison.

ANNEXES RESSOURCES HUMAINES

En déclinaison des principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et traduits dans l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales et selon le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, ce dernier contient une présentation rétrospective (issue notamment des bilans sociaux) et prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que les crédits afférents.

A-STRUCTURE DES EFFECTIFS

1) Structure globale

Répartition des effectifs des titulaires et des contractuels au 30 septembre 2024 :

	2023 (effectif au 31 décembre 2022)	2023 (effectif au 30 septembre 2023)	2024 (effectif au 30 septembre 2024)	2024 (effectif au 30 septembre 2024)		Répartition 2024 en % sur effectifs au 30 septembre 2024	Répartition 2024 en % sur effectifs au 30 septembre 2024	
				H	F		H	F
Répartition par genre	Total	Total	Total	Total			Total	
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	117	115	120	60	60	69,36%	34,68%	34,68%
Contractuels sur emplois permanents	19	21	21	12	9	12,14%	6,94%	5,20%
Total effectif total des emplois permanents	136	136	141					
Agents contractuels sur emplois non permanents (y compris les remplaçants)	46	35	32	7	25	18,50%	4,05%	14,45%
Soit effectif total tous statuts confondus	182	171	173	79	94	100,00%	45,66%	54,34%

Nous pouvons constater une légère augmentation des effectifs sur les emplois permanents : 136 agents au 30 septembre 2023 contre 141 au 30 septembre 2024 en raison de recrutements infructueux en 2023, qui se sont concrétisés sur l'année 2024 et de la politique de pérennisation des contractuels sur des emplois permanents. La baisse significative des emplois non permanents est due aux recrutements de saisonniers et des agents dans le dispositif CLAS qui ont lieu en décembre et des agents en contrat de droit privé qui ont été intégrés.

Répartition des agents par catégorie :

La répartition des emplois s'effectue de la manière suivante :

Statut	Nombre d'agents au 30/09/2023	Nombre d'agents au 30/09/2024	En % 2024
Agents contractuels sur emplois non permanents (y compris les remplaçants)	35	32	18.50%
CONT-Catégorie A+B+C	15	15	8.67%
CONT-CDI	6	6	3.47%
CONT-Poste vacant	0	0	0.00%
Agents contractuels sur emplois permanents	21	21	12.14%
Stagiaire	7	6	3.47%
Titulaire (FPT+FPE)	108	114	65.90%
Fonctionnaires titulaires et stagiaires	115	120	69.36%
Recrutements en cours			
Total général	171	173	100.00%

La répartition des effectifs par sexe :

Sexe	Nombre d'agents au 30 septembre 2024	%
F	94	54.34 %
M	79	45.66 %
Total général	173	100 %

La très grande majorité des agents de la Ville sont soit titulaires de la fonction publique soit stagiaires (69.36% soit une hausse de 2,11 points par rapport à 2023) et donc en possibilité d'être titularisés au terme de leur période de stage si celle-ci est concluante.

On peut noter que les hommes représentent 45.66 % de l'effectif total contre 54.34 % des femmes. Le taux de féminisation est en légère augmentation (hausse de 2,29 points par rapport à 2023).

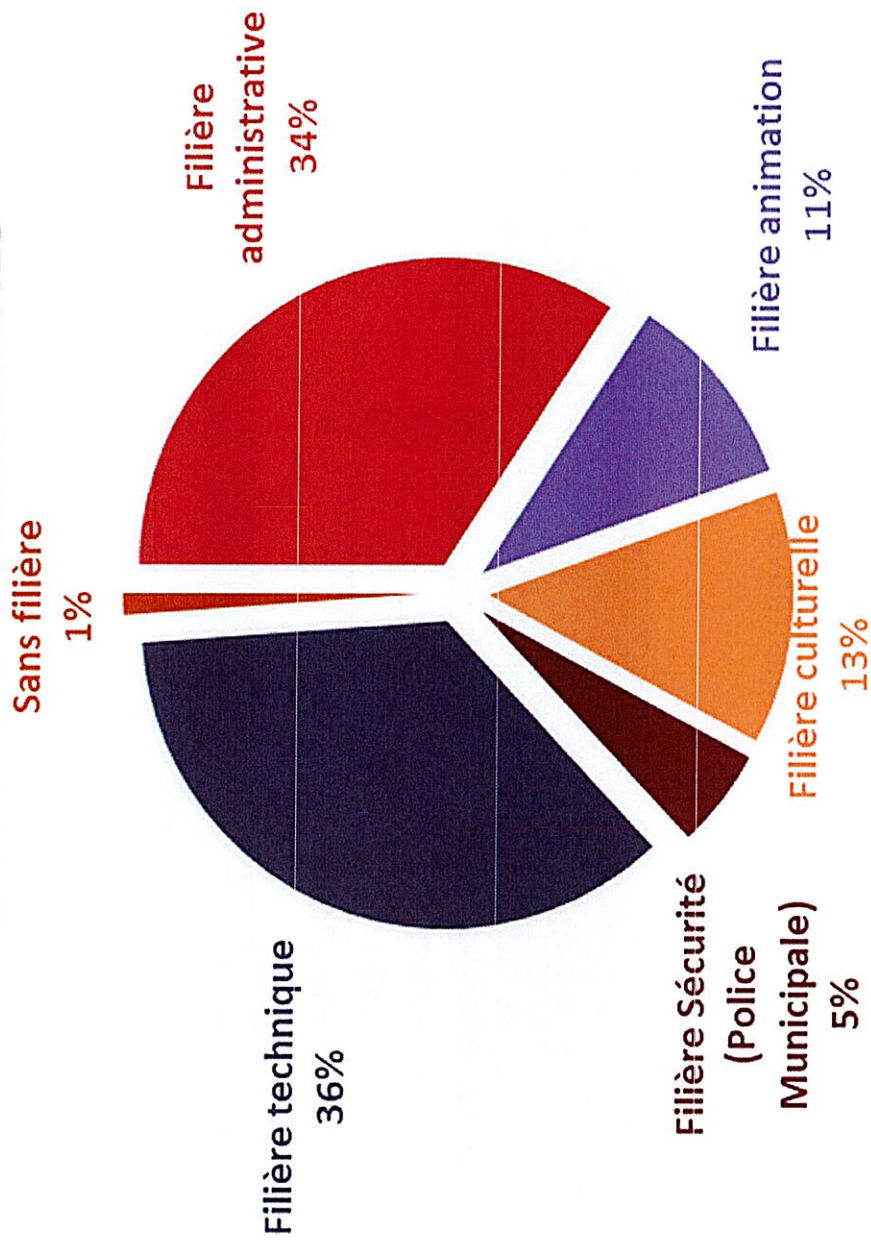
2) Structure détaillée des effectifs

La structure détaillée des effectifs prend en compte l'ensemble des différentes filières de la fonction publique territoriale composant les effectifs de la Ville.

S'agissant des agents titulaires et stagiaires et non titulaires permanents, on peut remarquer notamment que les filières technique et administrative totalisent 69.94 % des effectifs contre 70.76% en 2023.

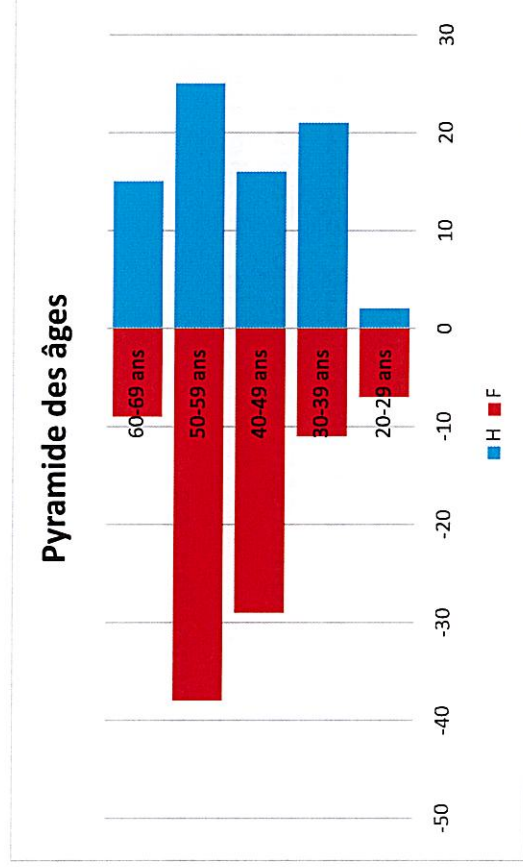
	Nombre d'agents titulaires, stagiaires et non titulaires au 30 septembre 2024	%
Filière administrative	59	34.10 %
Filière animation	18	10.40%
Filière culturelle	23	13.29%
Filière Sécurité (Police Municipale)	9	5.20%
Filière technique	62	35.84 %
Sans filière (contrats aidés PEC)	2	1.16%
Total général	173	100 %

RÉPARTITION PAR FILIÈRES



3) Les données prospectives

La pyramide des âges au 30 septembre 2024



Tranche d'âge	Femmes	Hommes	Total général	Répartition en %
20-29 ans	9	2	9	5,20%
30-39 ans	11	21	32	18,50%
40-49 ans	29	16	45	26,01%
50-59 ans	38	25	63	36,42%
60-69 ans	9	15	24	13,87%
Total général	94	79	173	100,00%

Le contexte territorial incite à aller vers des dispositifs d'anticipation et de prospective : contraintes budgétaires, nombreuses modifications législatives et réglementaires en matière de fonction publique territoriale, accélération des évolutions technologiques, développement de nouveaux métiers, accroissement des besoins et des exigences du public, recomposition de la carte territoriale, départs massifs à la retraite dans les années à venir, vieillissement des agents.

La GPEEC se caractérise par une grande diversité d'outils : la cartographie des métiers et des compétences, la pyramide des âges, le tableau des effectifs, la mise en place d'un plan de formation, l'intégration d'objectifs dans les guides des entretiens annuels d'évaluation... Ce sont des outils de pilotage des ressources humaines.

La pyramide des âges des agents de la Commune est une représentation graphique qui permet d'observer la répartition par âge et par sexe des effectifs. Elle représente l'image des agents de la Commune à un instant T. Elle représente également la situation démographique des effectifs de la Commune. Elle constitue un outil de prévision des départs à la retraite, mais aussi d'anticipation des évolutions en termes d'emplois et de compétences.

Le graphique se construit de part et d'autre d'un axe vertical représentant l'âge. Plus on monte, plus l'âge est élevé. À gauche de cet axe sont représentés les femmes, et à droite les hommes.

L'axe horizontal représente quant à lui les effectifs pour chaque tranche d'âge.

L'observation de ce graphique montre que des départs en retraite massifs sont à prévoir, d'où la nécessité de poursuivre la réflexion sur l'aménagement des fins de carrières et sur la transition entre emploi et retraite.

Depuis 2019, une procédure de recrutement est en place pour minimiser les risques de perte des savoir-faire. Identifier cette situation permet de pro-agir.

A la date du 30 septembre 2024, l'âge moyen des agents est de 47,95 ans contre 48,14 ans en 2023. Toujours au 30 septembre 2024, la part des « 50 ans et plus » représente 50.29 % contre 48.54 % en 2023. L'augmentation est légère par rapport à 2023 mais la progression est continue.

4) Le temps de travail

La répartition des temps de travail de l'ensemble des agents de la collectivité se fait de la manière suivante :

	Femmes	Hommes	TOTAL	%
Temps complets	64	71	135	78.03%
Dont temps partiels	5	0	5	2.89%
Temps non complets	30	8	38	21.97%
TOTAL	94	79	173	100%

Nous pouvons constater que 78.03 % des agents sont à temps complet (contre 77.78 % en 2023).

Notamment, chaque fois que cela est possible, la collectivité **résorbe les temps non complets suite aux départs à la retraite des agents via des démarches de réorganisation en interne.**

B-HANDICAP ET PREVENTION

1) Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Déclaration	2022 (sur effectifs 2021)	2023 (sur effectifs 2022)	2024 (sur effectifs 2023)
Effectifs déclarés	155	160	159
Nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (6%)	9	9	9
Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi	7	7	10
Taux d'emploi direct	4.52%	4.38%	6.29%
Montant de la contribution	3107.09	2214	0

Le code du travail impose aux employeurs privés ou publics, lorsqu'ils emploient au moins 20 personnes en équivalent temps plein (ETP), une obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Ce taux est fixé à 6 % par la loi. En cas de non-respect de cette règle, l'employeur doit acquitter une contribution.

Depuis 2023, un certain nombre de mesures sont intervenues afin de renforcer la qualité des conditions de travail des agents et la prise en compte des situations particulières de handicap, notamment la prise en charge du reliquat de la somme restant à charge des agents reconnus RQTH pour l'achat d'équipements spécifiques.

En parallèle, la collectivité a poursuivi ses actions d'accompagnement pour les agents repérés en situation de handicap dans le cadre du maintien à l'emploi pour l'élaboration d'un dossier de Reconnaissance de la Qualité de « Travailleur Handicapé ». Une cellule de maintien dans l'emploi (CME), constituée d'une équipe pluridisciplinaire (médecin, ergonome, infirmière santé au travail, DRH, préventeur, chefs de service, référent maladie...), a été mise en place avec le CDG 51 se réunissant tous les deux mois.

Dans le cadre d'une démarche globale, la CME permet d'accompagner la collectivité pour :

- adapter les postes de travail et accompagner le maintien dans l'emploi des agents territoriaux.
- rechercher des moyens de reclassement dans le respect du statut.
- construire des parcours de reconversion.
- accompagner les agents dans la reconnaissance de leur handicap
- solliciter les aides du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

L'accompagnement à la mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement est institué au profit des agents territoriaux reconnus inaptes aux emplois correspondant à leur grade, de manière définitive, mais aptes à exercer d'autres activités.

Des dossiers de retraite pour invalidité ont été finalisés, d'autres sont en cours de traitement ainsi que la mise en place pour certains des agents d'un accompagnement au reclassement.

Lors de la déclaration 2024 (au titre des effectifs 2023), la collectivité a déclaré des contrats de fournitures passés avec les ateliers protégés pour un montant de 9545,00 €.

Le taux d'emploi direct est supérieur car le nombre de Bénéficiaires d'Obligation d'Emploi (BOE) déclaré en 2024 au titre de 2023 est en augmentation.

Ayant dépassé le nombre légal, la contribution de la collectivité est nulle.

Prévention

Agents affectés à la prévention dans la collectivité :

- Directeur Hygiène Sécurité : **1 agent**
- Préventeur : **1 agent**
- Médecin de prévention : **la médecine préventive est assurée par le CDG 51 depuis le 1^{er} octobre 2022.**

C – CHARGES DE PERSONNEL

1) Au titre de l'année 2024 (prévisionnel au 31 Décembre 2024)

Au titre de l'année 2024, les données issues du logiciel RH font apparaître des dépenses du personnel (chapitre 012) :

Montant des rémunérations brutes de 2022 à 2024 :

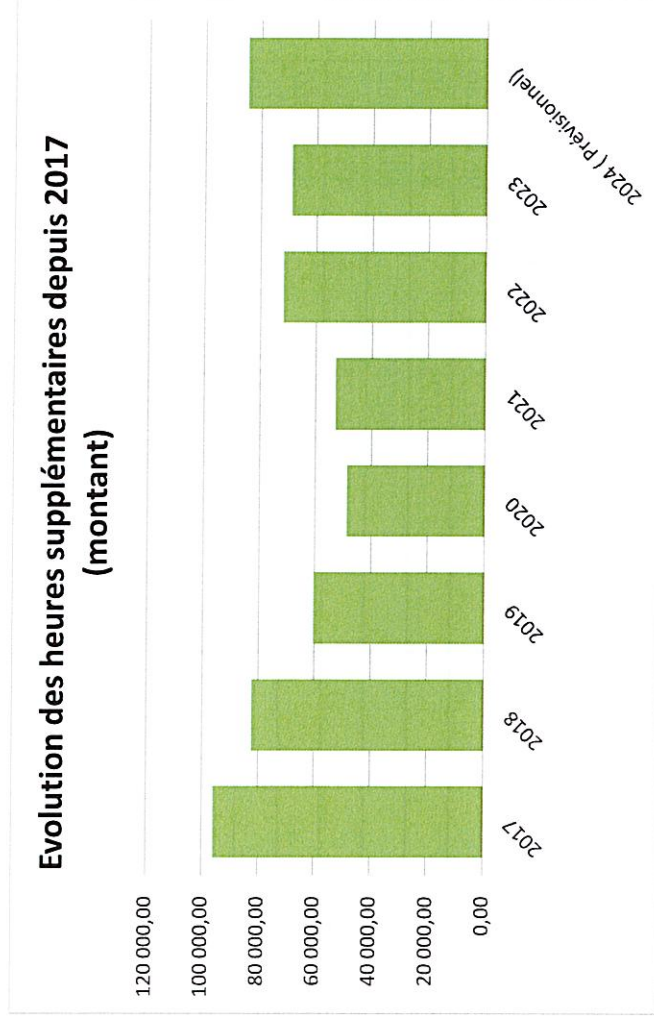
Nature des charges	2022	2023	Prévisionnel 2024
Montant total des rémunérations annuelles brutes	4 824 776	4 928 189	5 285 467
Dont chapitre 12 (641)	4 663 758	4 741 203	4 875 016
Dont primes et indemnités au titre de l'article 111	303 499	306 161	314 350
Dont autres primes et indemnités (y compris le CIA)	471 418	499 288	550 011
Dont NBI	37 111	38 087	42 261

L'augmentation des rémunérations annuelles brutes est due aux différentes valorisations (valorisation du point d'indice, du SMIC, de l'IFSE...).

A cette somme doivent être rajoutés les charges salariales, la cotisation au C.N.A.S., les coûts de formation, la médecine professionnelle, le coût des EPI, la contribution éventuelle au FIPHFP ainsi qu'au FNCSFT...

Etat des heures supplémentaires :

	Nombre HS	Montant HS
2017	4 490.25	96 054.86
2018	4 107.75	82 452.20
2019	2 900.75	60 448.62
2020	2 392.25	48 782.61
2021	2 424.91	52 999.55
2022	3 237.33	71 874.00
2023	2 867.35	68 962.76
2024 (Prévisionnel)	3 500,00	85 000,00



En 2024, l'augmentation des heures supplémentaires est due aux élections européennes, législatives, et au passage de la flamme olympique.

Tableaux comparatifs

Les chiffres sont donnés hors mutualisation et hors DM.

	BP Voté 2024	BP Réalisé prévisionnel 2024	BP 2025	Recettes BP 2024	Recettes 2025	Evolution Recettes 2025-2024	Evolution BP 2025-BP voté 2024	Evolution BP 2025 - Réalisé Prévisionnel 2024
C000	6.543.624,00 €	6 668 099	6 994 169	965 249	979 348	1,44%	6,89%	4,89%
C020	315.918,00 €	308 054	282 054	47 000	54 431	13,65%	-10,72%	-8,44%
C010	81.743,00 €	41 210	15 206	17 089	0	-100,00%	-81,40%	-63,10%
TOTAL	6.941.285,00 €	7 017 363	7 291 430	1 029 338	1 033 779	0,43%	5,04%	3,91%

Evolution BP Réel 2024 - BP 2024

	BP 2024	BP Réalisé prévisionnel 2024	BP Réalisé prévisionnel 2024 - BP2024	%
C000	6 543 624	6 668 099	124 475	1,90%
C020	315 918	308 054	-7 864	-2,49%
C010	81 743	41 210	-40 533	-49,59%
TOTAL	6 941 285	7 017 363	76 078	1,10%

NB : C000 : emplois permanents – C020 : remplaçants, saisonniers – C010 : apprentis, stagiaires, emplois aidés.

Evolution BP 2025- BP 2024

	BP 2025	BP 2024	BP 2025 - BP 2024	Evolution en %
C000	6 994 169	6 543 624	450 545	6,89%
C020	282 054	315 918	-33 864	-10,72%
C010	15 206	81 743	-66 537	-81,40%
TOTAL	7 291 430	6 941 285	350 145	5,04%

Evolution BP 2025 - BP 2024 réalisé Prévisionnel

	BP 2025	BP Réalisé Prévisionnel 2024	BP 2025 - BP Réalisé Prévisionnel 2024	Evolution en %
C000	6 994 169	6 668 099	326 070	4,89%
C020	282 054	308 054	-26 000	-8,44%
C010	15 206	41 210	-26 004	-63,10%
TOTAL	7 291 430	7 017 363	274 067	3,91%

Recettes

	Recettes 2024	Recettes 2025	Recettes 2025 - Recettes 2024	Evolution Recettes 2025 - 2024
C000	965 249	979 348	14 099	1,46%
C020	47 000	54 431	7 431	15,81%
C010	17 089	0	-17 089	-100,00%
TOTAL	1 029 338	1 033 779	4 441	0,43%

	BP Réél Net 2024	BP Net 2025	BP Net 2025 - BP Net 2024	Evolution en %
C000	5 702 850	6 014 821	311 971	5,47%
C020	261 054	227 623	-33 431	-12,81%
C010	24 121	15 206	-8 915	-36,96%
TOTAL	5 988 025	6 257 651	269 626	4,50%

2) Mesures impactant la masse salariale 2024/2025

I. Elément de contexte en matière de ressources humaines en 2024

1) Revalorisation du point d'indice pour chaque agent à compter de janvier 2024 :

Le décret du 28 juin 2023 prévoit, qu'à partir du 1^{er} janvier 2024, l'ensemble des agents publics (titulaires et contractuels) bénéficieront d'une revalorisation de 5 points d'indice.

2) Revalorisation du SMIC :

Revalorisation du SMIC de 1,13% au 1^{er} janvier 2024

Comme chaque année, le SMIC a fait, en 2024, l'objet d'une **revalorisation annuelle** par décret, au 1^{er} janvier, basée sur l'inflation et l'indice - produit par la Dares - du salaire horaire de base des ouvriers et employés (SHBOE). Dans ce contexte d'inflation, le décret n° 2023-1216 du 20 décembre 2023 porte relèvement du salaire minimum de croissance de **+ 1,13%** au **1^{er} janvier 2024**.

3) Effet année pleine des évolutions réglementaires de 2023 :

- La revalorisation du point d'indice de 1.5% au 1^{er} juillet 2023

Le décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 a relevé la valeur du point d'indice de 1,5% pour tous les agents publics et notamment pour les agents de la fonction publique territoriale. À compter du 1^{er} juillet 2023, la valeur annuelle du traitement afférent à l'indice 100 majoré est portée de 5 820,04 euros à 5 907,34 euros.

- Relèvement à 75% de la participation des employeurs aux titres de transport

Selon le décret n°2023-812 du 21 août 2023, afin de contrer la hausse des coûts liés au transport et favoriser les déplacements en transports collectifs, le taux de prise en charge minimum des abonnements transport passe de 50 à 75 % au 1^{er} septembre 2023. Cette prise en charge reste cumulable avec le forfait mobilité durable.

4) Revalorisation de 10% du barème de monétisation des CET à compter du 1er janvier 2024.

- Agent de catégorie A : de 135€ brut à 150€
- Agent de catégorie B : de 90€ brut à 100€
- Agent de catégorie C : de 75€ brut à 83€

La collectivité convient de constituer des provisions budgétaires conformément à la nomenclature comptable M57 afin de couvrir le coût des congés accordés au titre du C.E.T rendu possible par le décret n°2010-531 du 20 mai 2010.

Le coût du CET pour la collectivité représente la somme de **21 216 euros** en 2024.

5) Extension du Forfait Mobilités Durables

Un décret du 18 juin 2024 étend le forfait mobilités durables aux agents qui disposent d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail.

Le versement du « forfait mobilités durables » évolue :

- Il est cumulable intégralement avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun ;
- La prise en charge est étendue à de nouveaux modes de déplacement : engins de déplacement personnels motorisés, (trottinettes, mono-roues, gyropodes...) et utilisation des services de mobilité partagée ;
- Le nombre minimal de jours d'utilisation du mode de déplacement est réduit à 30 (au lieu de 100) et un barème modulant le montant du forfait en fonction du nombre de jours d'utilisation est instauré ;
- Les agents de droit privé sont désormais éligibles.

6) L'allocation chômage revalorisée au 1^{er} juillet 2024

L'Unedic a décidé d'augmenter les allocations chômage de 1,2 % à compter du 1^{er} juillet 2024. La revalorisation de l'allocation minimale et de la partie fixe s'applique à l'ensemble des allocataires concernés par ces paramètres.

7) L'augmentation de la CNRACL compensée par une baisse de l'URSSAF maladie

Un décret du 30 janvier 2024 prévoit, à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- Une hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse affectée à la CNRACL comme l'avait annoncé le gouvernement (31,65 % contre 30,65%)
- Une baisse d'un point du taux des cotisations maladie (8,88 % contre 9,88 %) au titre de l'année 2024.

Sous réserve d'une nouvelle disposition, le taux ordinaire des cotisations maladie à 9.88 % devrait signer son retour en 2025.

8) La cotisation patronale déplaçonnée d'assurance vieillesse

Le taux patronal déplaçonné d'assurance vieillesse connaît une hausse au 1^{er} janvier 2024. Le taux passe de 1,90 % à 2,02 % soit + 0,12 % d'augmentation. Cette cotisation s'applique pour le régime général IRCANTEC et a pour base l'ensemble de la rémunération brute.

9) La valorisation de l'IFSE à compter du 1^{er} juillet 2024

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 avait institué une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire réservée à certaines catégories de bénéficiaires, limitativement fixées par l'Etat. En réponse à ce dispositif ponctuel et partiel, la collectivité a engagé une véritable réflexion de fond avec les représentants du personnel pour mettre en place un système pérenne de manière à soutenir durablement le pouvoir d'achat de nos agents.

Parmi les différents leviers de compensation, la revalorisation du R.I.F.S.E.E.P., et plus précisément de l'I.F.S.E., a ainsi été retenue.

La revalorisation a été instaurée selon les dispositions suivantes :

- Montant de l'IFSE des catégories C2 : + 500 euros par an ;
- Montant de l'IFSE des catégories C1 à B0 : + 400 euros par an ;
- Montant de l'I.F.S.E. des catégories A4 à A1 : +300 euros par an.

Le montant estimé pour 2025 est de 68 000 euros.

II. Elément de contexte en matière de ressources humaines en 2025

1) Protection sociale complémentaire : prévoyance en 2025, santé en 2026

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la **couverture prévoyance**. Il définit les montants de référence permettant de déterminer la **participation minimale obligatoire des employeurs** au financement des cotisations de protection sociale complémentaire. Elles sont destinées à couvrir les risques santé et prévoyance.

Pour le risque prévoyance, l'ordonnance de 2021 a posé le cadre de la protection sociale complémentaire en introduisant l'obligation de participation des employeurs publics à compter du 1^{er} janvier 2025 en matière de prévoyance et a confirmé le rôle d'expertise des Centres de gestion pour conclure les conventions de participation pour le compte des collectivités locales et leurs établissements publics.

Par ailleurs, l'accord collectif du 11 juillet 2023 prévoit notamment la généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties prévoyance, dans le cadre d'un contrat collectif souscrit par l'employeur. Pour être pleinement effectif, cet accord nécessite une transposition législative et réglementaire que le gouvernement s'est engagé à réaliser malgré les retards pris.

Les enjeux

Pour les agents :

- Maintenir le niveau de rémunération globale en cas de baisse des revenus liée à la maladie
- Eviter l'ajout de problématique financière à des situations de santé difficiles
- Renforcer le sentiment d'appartenance à la collectivité

Pour les employeurs :

- Participer à l'attractivité de la collectivité et favoriser le recrutement notamment par rapport au secteur privé
- Uniformiser les politiques sociales entre employeurs territoriaux

Le comité paritaire de pilotage et de suivi (CPPS), composé des représentants des employeurs publics et des organisations syndicales représentatives à l'échelle départementale, a signé un accord collectif à adhésion obligatoire au niveau départemental le 26 juillet 2024.

L'offre retenue est celle de TERRITORIA MUTUELLE avec une participation minimale à hauteur de 50 % et un taux à 1.78% couvrant la garantie incapacité temporaire de travail et invalidité à hauteur de 90% de la rémunération nette (TBI+RI+NBI). Le maintien du taux sera garanti pendant 3 ans.

Le coût estimé est de 42 625.21 euros pour l'année 2025.

Pour le risque santé, cette participation ne pourra être inférieure à 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit **15 €**. L'obligation de participation financière en santé s'impose aux employeurs territoriaux à compter du **1^{er} janvier 2026**.

2) CNRACL : retour à la normale pour le taux d'URSSAF

Le décret du 30 janvier 2024 avait acté des changements de taux pour le régime spécial de la CNRACL. La compensation à travers le **taux d'URSSAF maladie – maternité** s'effectuait « *au titre de l'année 2024* ».

L'URSSAF maladie – maternité devrait revenir à son taux normal de **9,88 % pour 2025** s'agissant de sa part patronale.

3) Un nouveau régime indemnitaire pour la police municipale

Le décret du 26 juin 2024 modifie le régime indemnitaire des policiers municipaux. Sont concernés les « *fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des **directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres*** », précise le texte.

Le nouveau cadre réglementaire prévoit qu'une collectivité doit mettre en place une **indemnité spéciale de fonction et d'engagement**, constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Autres mesures impactant la masse salariale :

- La poursuite du versement de la participation employeur à la prévoyance santé ainsi que l'adhésion au CNAS.
Le montant pour l'adhésion au CNAS est estimé à **32 333 euros** pour l'année 2025.
La prise en charge de la prévoyance santé (mutuelle) est estimé à **12 500 euros** pour l'année 2025.
- La poursuite de l'amélioration des conditions de travail par la mise en œuvre des actions liées à la prévention
- Comme chaque année, diverses mesures d'avancement d'échelon, de grade et de promotion seront décidées. Les prévisions du G.V.T. pour 2025 s'élèvent à **22 000 euros**. Les effectifs communaux sont globalement stables.

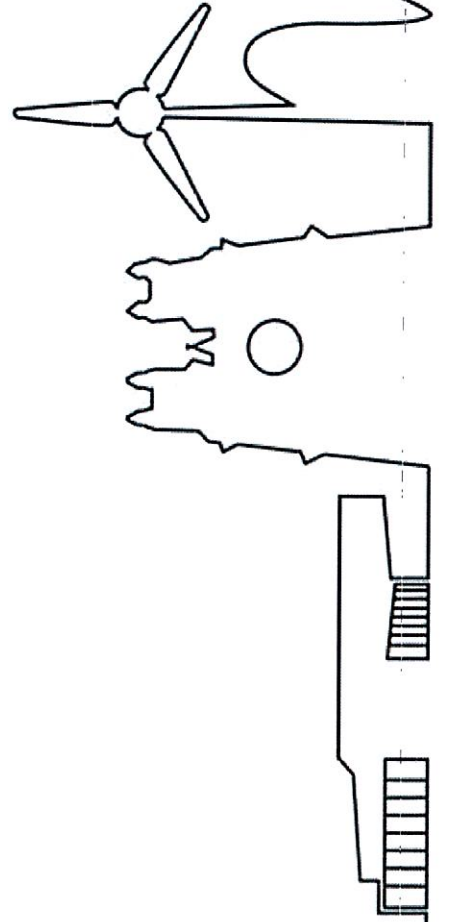
- Les taux de cotisations versés au CNFPT et CDG de la Marne restent inchangés.
- La reconduction du forfait mobilités durables. Le montant a été estimé à **8 000 euros** pour l'année 2025.
- La reconduction de la GIPA en 2024. **Le montant estimé est de 10 000 euros.**
- Le CNFPT a présenté de nouvelles modalités à mettre en œuvre en 2024 pour le financement à hauteur de 100% par le CNFPT du coût de la formation des organismes de formation par l'apprentissage (OFA) accueillant des apprentis recrutés par des employeurs publics.

Deux critères de régulation dans l'allocation des moyens ont été approuvés par les employeurs publics locaux réunis le 7 novembre 2023 au sein de la Coordination des employeurs territoriaux et par le conseil d'administration du CNFPT le 20 décembre 2023 :

- La participation au recensement des intentions de recrutement : seuls sont retenus les employeurs publics locaux ayant manifesté leur intention de recruter au moins un apprenti auprès du CNFPT dans le cadre de la campagne de recensement 2024.
- La priorisation des métiers en tension repéré dans la liste des 44 métiers en tension. Il sera également possible pour la collectivité de saisir une intention de recrutement sur une catégorie générique « hors métiers en tension ».



Vitry-le-François



Vitry-le-François